



LA BOURSE CHINOISE S'ENVOLE

UNE BULLE SUR LE POINT D'ÉCLATER, PRÉVIENNENT LES EXPERTS PAGE 2

 **S&P/TSX**
12 705,77
-13,22 (-0,10%)

 **TSX CROISSANCE**
2846,88
+4,45 (+0,16%)

 **QUÉBEC 30**
1257,30
-3,33 (-0,26%)

 **DOW JONES**
12 477,16
-88,37 (-0,70%)

 **DOLLAR**
84,55 ¢US
+0,77 ¢

Une usine coûteuse pour Alcan

La société montréalaise révisé en forte hausse les coûts de modernisation de son usine d'alumine en Australie.

PAGE 3

Des gens d'affaires «verts»

Des gens d'affaires influents aux États-Unis demandent au président Bush de s'attaquer au problème du réchauffement climatique.

PAGE 8

Rogers surpasse BCE

La valeur boursière de Rogers Communications surpasse pour la première fois celle de son rival BCE.

PAGE 11

CHIFFRE DU JOUR

1,239 milliard

La production mondiale d'acier brut a connu un nouveau record en 2006, en hausse de 8,8 % à 1,239 milliard de tonnes
Source: International Iron and Steel Institute, cité par l'Agence France-Presse

ENTREPRISE À FINANCER ?

COMPOSEZ MAINTENANT LE
1 866 499 0334
Acqui**z**ition.biz

Pfizer élimine 10 000 jobs

Le Canada pourrait être touché

DENIS ARCAND

Alors que le Québec vient d'annoncer le dégel des prix des médicaments brevetés, Pfizer Canada pourrait quand même écopé d'une partie des 10 000 licenciements annoncés hier à New York par la multinationale pharmaceutique Pfizer, dont les ventes s'érodent en raison de la concurrence des fabricants de copies génériques.

Le numéro un mondial du médicament a annoncé hier une vaste restructuration à l'échelle planétaire, qui inclut la fermeture d'installations aux États-Unis, en France et au Japon et qui réduira son effectif mondial à un peu plus de 90 000 employés.

Pfizer Canada emploie 1500 personnes au Canada, dont plus

de 600 personnes uniquement au siège social canadien, situé à Montréal.

«Le Canada est un des pays qui font partie de la décision annoncée (hier), mais Pfizer Canada ne peut pas encore dire

Pfizer vise des coupes de dépenses valant entre 1,5 et 2 milliards US par année.

comment elle s'articulera ici», a dit hier Sophie McCann, porte-parole de Pfizer Canada. «Pfizer Canada examine diverses options et devrait faire une annonce d'ici quelques semaines.»

Elle a indiqué ne pouvoir préciser s'il y aura ou non des licenciements au Canada ni au siège

social de Montréal. «Je ne suis pas en mesure de répondre à cette question», a dit M^{me} McCann.

Pfizer vise des coupes de dépenses valant entre 1,5 et 2 milliards US par année.

Hier, l'action de Pfizer à la

Bourse de New York a reculé de 27 cents US, à 26,95 \$US.

Souvent, les plans de réduction de coûts annoncés par des multinationales pharmaceutiques prennent la forme d'objectifs exprimés en dollars par année. Ces sommes sont fixées par le siège social mondial et

transmises à chaque filiale nationale ou division concernée. Chaque gestionnaire national a une certaine latitude pour articuler ses coupes et décider comment traduire en mesures spécifiques son objectif exprimé en dollars. Sans entrer dans les détails, M^{me} McCann a indiqué que le processus décisionnel actuellement en cours au siège social de Kirkland s'apparente, dans les grandes lignes, à ce scénario.

Le président de Pfizer Canada, Jean-Michel Halfon, s'est abstenu de toute déclaration publique et ne s'est pas adressé aux employés hier, a indiqué sa porte-parole, M^{me} McCann.

➤ Voir PFIZER en page 4

LE FACTEUR VALLÉE-JONCTION



ACTUELLEMENT

14 usines

appartenant à **10 entreprises** dont la plus grosse, celle d'Olymel à Vallée-Jonction, peut abattre 37 500 porcs par semaine.

LE SCÉNARIO IDÉAL

70 000

Une ou deux usines de **porcs par semaine**, et une poignée de petites pour les produits de niche.

Source : George Morris Centre

Les producteurs se préparent au pire

Une semaine: c'est le temps qui reste pour sauver le plus gros abattoir au Québec, celui de Vallée-Jonction. Sa fermeture aurait des impacts dans plusieurs régions du Québec. Un effet domino que les producteurs de notre plus important produit agricole d'exportation appréhendent grandement.

PHILIPPE MERCURE

Chaque semaine, quelque 30 000 cochons débarquent à Vallée-Jonction, en Beauce. Leur dernier voyage. À l'usine

d'Olymel, ils sont abattus, puis découpés en filets et autres côtelettes qui prendront le chemin des supermarchés autant du Japon, des États-Unis que du Québec.

Vallée-Jonction est située au cœur de la deuxième région productrice de porcs au Québec après celle de Saint-Hyacinthe. Son abattoir est le plus gros de la province. Et il est menacé.

Si les 1200 employés n'acceptent pas d'ici dimanche des coupes de 30 % dans leur rémunération, Olymel a annoncé qu'elle fermera l'usine.

VOIR AUSSI LE CASSE-TÊTE DE LUCIEN BOUCHARD, EN PAGE 4

➤ Voir FACTEUR en page 4

Nouvelles coupes chez Loblaw

Jusqu'à 1000 emplois de bureau disparaissent

MARTIN VALLIÈRES
TORONTO

Loblaw poursuit sa cure d'amalgamisation, peu après avoir dû liquider plus de 100 millions de dollars en marchandises invendues et fermé une vingtaine de magasins au Québec.

Cette fois, ce sont jusqu'à 1000 employés administratifs qui pourraient écopé à son siège social de Toronto et ses directions régionales, dont celle de sa filiale Provigo, à Montréal.

Ces réductions d'emplois administratifs auront lieu «dans six à neuf mois», a confirmé en fin de journée hier Elizabeth Marglis, vice-présidente aux communications chez Loblaw, en entretien à La Presse Affaires.

Elle a toutefois refusé de préciser combien de ces emplois seraient éliminés dans les activités au Québec.

«Notre direction régionale à Montréal sera touchée, sans doute, mais nous ne sommes pas en mesure de préciser maintenant combien d'employés seront affectés», a indiqué M^{me} Marglis.

«Ces réductions de personnel auront lieu surtout en fonction de la réorganisation de certaines activités de gestion, et non seulement en fonction de leur localisation.»

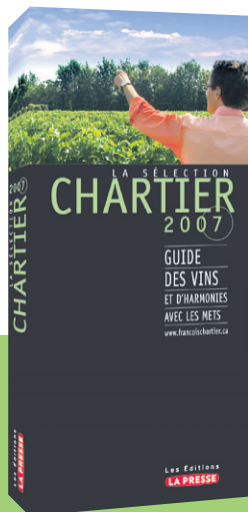
➤ Voir LOBLAW en page 4

LA SÉLECTION CHARTIER 2007

Tous vos plaisirs de la table réunis dans un seul et unique guide des vins...

Plus de 1 500 nouveaux vins
2 500 Harmonies Vins & Mets

www.francoischartier.ca



LA SÉLECTION CHARTIER 2007
GUIDE DES VINS ET D'HARMONIES AVEC LES METS
Les Éditions LA PRESSE



Offert en librairie

Vous êtes abonné à La Presse?
OBTENEZ DE 10 % À 30 % de rabais sur l'achat en ligne de ce livre. Livraison à domicile gratuite.
C'est facile : www.cyberpresse.ca/privilèges

ABONNÉS LA PRESSE

 **privilèges**

JUSQU'À 30 % DE RABAIS

REPÈRES

DOLLAR CANADIEN	
84,55 ¢US	
VARIATION	-0,77 ¢
0,6536 €	
VARIATION	-0,0045 €

SOMME REQUISE POUR ACHETER	
UN DOLLAR US	1,1827 \$
UN EURO	1,5301 \$

AUTRES DEVISES		
Australie	dollar	0,9307
Chine	renminbi	0,1520
Grande-Bretagne	livre	2,3351
Hong Kong	dollar	0,1515
Inde	roupie	0,0268
Japon	yen	0,0097
Mexique	peso	0,1080
Norvège	couronne	0,1827
Nouvelle-Zélande	dollar	0,8263
Suède	couronne	0,1677
Suisse	franc	0,9456

PÉTROLE	
(WTI, contrat terme rapproché)	
51,13 \$US	
VARIATION	-0,87 \$US

Light Sweet Crude	53,92 \$US
North Sea Brent	54,24 \$US

OR (NY Gold)	
633,30 \$US	
749,00 \$CAN	
VARIATION	-2,20 \$US



Des Jeux attendus... par les autos

PÉKIN — Pékin, dont l'air est l'un des plus pollués au monde, comptera plus de trois millions de véhicules avant les Jeux olympiques de 2008, en août, a indiqué hier l'agence Chine Nouvelle, citant des prévisions des autorités de la ville.

Au cours des 18 premiers jours de l'année, les Pékinois ont continué à acheter des voitures à un rythme record, avec 22 079 nouvelles unités, soit plus de 1200 par jour, selon les chiffres communiqués par le Bureau de gestion de la circulation de Pékin.

«En une journée, nous avons attribué plus de 2400 nouvelles plaques d'immatriculations», a déclaré à l'agence un porte-parole du Bureau.

La ville devrait franchir le nombre de 3 millions de véhicules en mai et, pour les JO, Pékin comptera 3,3 millions de véhicules à moteur, a estimé le Bureau.

Actuellement, la capitale chinoise en a 2,88 millions. Plus de 4 millions de Pékinois sur une population totale de 13 millions disposent d'un permis de conduire.

Les organisateurs des Jeux olympiques de Pékin ont pris l'engagement auprès du Comité international olympique (CIO) de limiter la pollution de l'air et les embouteillages en vue du rendez-vous sportif en 2008.

— Agence France-Presse

LES BOURSES DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION NET	EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD			
NASDAQ	2431,07	-20,24	-0,83
S&P 500 (New York)	1422,95	-7,55	-0,53
Mexico Bolsa	26432,25	218,87	0,84
Brazil Bovespa Stock	43553,30	125,66	0,29
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3757,00	-24,45	-0,65
FTSE 100 (Angleterre)	6218,40	-18,80	-0,30
CAC 40 (France)	5579,78	-34,92	-0,62
DAX (Allemagne)	6687,31	-59,86	-0,89
IBEX 35 (Espagne)	14359,70	-38,20	-0,27
Milan MIB30 (Italie)	41961,00	-111,00	-0,26
Amsterdam Exchanges	503,51	-3,61	-0,71
OMX (Stockholm)	1181,35	0,78	0,07
Swiss Market (Suisse)	9102,15	-52,97	-0,58
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	17424,18	113,74	0,66
Hang Seng (Hong Kong)	20772,22	444,50	2,19
S&P/ASX 200 (Australie)	5726,60	0,00	0,00

CHINE

« L'optimisme aveugle » fait craindre une bulle boursière

BLOOMBERG

Le marché boursier chinois est devenu le plus cher en Asie, ce qui amène les grands stratèges de Citigroup, HSBC Holdings et UBS AG à avertir les investisseurs de se tenir à l'écart de ce marché.

Les actions échangées dans les Bourses de la Chine continentale coûtent deux fois plus cher par rapport aux bénéfices des sociétés qu'il y a 18 mois et le double de la moyenne des marchés émergents après avoir prolongé l'an dernier le sursaut de 121 % de l'Indice 300 de Shanghai et de Shenzhen.

Ce bond a fait en sorte que la valeur de cet indice a franchi la marque des 1000 milliards de dollars américains pour la première fois et amené le gouvernement à avertir les actionnaires que c'est « l'optimisme aveugle » qui est à la source des gains.

Ainsi, le titre de China Life Insurance, plus important assureur chinois, a plus que doublé depuis que les transactions ont commencé sur cette action à Shanghai le 9 janvier dernier.

Lors de la vente initiale, les investisseurs ont commandé 49 fois plus d'actions qu'il y en avait de disponibles. L'action de Industrial & Commercial Bank of China (ICBC), la première banque chinoise en importance, a fait un bond de 70 % depuis octobre dernier lors de ce qui fut le plus gros placement initial effectué en Chine.

La demande d'actions d'ICBC de la part d'investisseurs particuliers en Chine a été cinq fois supérieure à celle des investisseurs institutionnels, ont précisé les banquiers qui ont organisé la vente.

«C'est un signal d'avertissement lorsque vous voyez des investisseurs particuliers faire la queue lors de placements initiaux», soutient Lau Wing Tat, qui gère des actifs de 8 milliards US à titre de PDG de DBS Asset Management, à Singapour.

«Ce ne sont pas les investisseurs particuliers qui amorcent la tendance, ajoute-t-il. Ils se précipitent plutôt lorsqu'ils flairent la bonne affaire et cela se produit souvent à la fin d'un mouvement haussier.»

Les investisseurs internationaux commencent à avoir un meilleur



PHOTO KEVIN LEE, BLOOMBERG

La valeur de l'Indice 300 de Shanghai et de Shenzhen, a franchi la marque des 1000 milliards de dollars américains pour la première fois de son histoire. Sur la photo, deux hommes passent devant un écran qui affiche les cours des actions inscrites à la Bourse de Shanghai, en Chine.

accès au marché local en Chine, où la croissance économique est la plus vive parmi les grands pays de la planète et où le yuan prend de la vigueur.

DBS Group Holdings, première banque en Asie du Sud-Est, fait partie des 55 firmes étrangères qui ont obtenu l'approbation du gouvernement chinois pour investir un total de 9,55 milliards US dans des valeurs libellées en yuans, y compris ce qu'on appelle des actions de catégorie A.

La banque détient une participation de 33 % dans Changsheng Fund Management, une firme de Pékin qui gère des actifs locaux de 25 milliards de yuans. Parmi les autres firmes qui ont obtenu l'approbation d'investir on trouve Goldman Sachs Group, Morgan Stanley et l'Université Yale.

L'Indice 300 de Shanghai et de Shenzhen, qui comprend les actions

de catégorie A des deux principales Bourses de la Chine continentale, a fait un bond de 10 % la semaine dernière, à 2396,09 points, son plus fort gain hebdomadaire en huit mois. L'indice était en hausse de 4 % hier et il a progressé de 22 % cette année.

Les investisseurs internationaux peuvent acheter les actions de catégorie H des compagnies chinoises inscrites à Hong Kong, sans restrictions. L'indice des actions de catégorie H Hang Seng China Enterprise est en baisse de 2,8 % cette année après avoir progressé de 94 % en 2006.

L'indice 300 de Shanghai et de Shenzhen est évalué à 37 fois les profits comparativement à un creux de 14,4 fois en juillet 2005, et l'indice des actions de catégorie H se situe à 20 fois les profits. De son côté, l'indice des marchés émergents de Morgan Stanley Capital

International, un indice de référence mondial, est évalué à 15 fois les profits.

Marc Faber, gestionnaire de fonds établi à Hong Kong qui avait prédit le krach boursier de 1987 aux États-Unis, indiquait lors d'une entrevue le 8 janvier dernier qu'il ferait preuve de prudence pour acheter des actions en Chine et il prévoit une chute des marchés émergents au premier trimestre.

Le bond des actions de catégorie A en Chine «rend nerveux», avoue pour sa part Virginie Maisonneuve, dirigeante de la division des valeurs internationales de Schroder Investment Management, à Londres, qui supervise des actifs de 230 milliards US et qui a la permission d'investir sur le marché intérieur chinois. «Je ne serais pas étonnée de voir une correction et j'y verrais là une occasion d'acheter», dit-elle.

BRÉSIL

Le président Lula dévoile sa stratégie économique

AGENCE FRANCE-PRESSE

BRASILIA — Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a annoncé hier un programme d'investissements publics et privés de 503,9 milliards de reais (275 milliards de dollars canadiens) dans les infrastructures afin d'accélérer la croissance économique du Brésil sur quatre ans.

Le Plan d'accélération de la croissance prévoit des investissements de l'État de 67,8 milliards de reais, le reste devant être apporté par des entreprises publiques et privées, a précisé le ministre des Finances, Guido Mantega.

Ces investissements seront consentis entre 2007 et 2010 dans trois secteurs prioritaires: l'énergie (274,8 milliards de reais), les transports (58,3 milliards) et le logement-assainissement (170,8 milliards).

Dans le domaine de l'énergie, qui représente presque 55 % du total, 138,1 milliards de reais doivent être apportés par l'entreprise publique Petrobras dans le secteur du gaz et du pétrole, tandis que le reste sera consacré à la production et au transport d'électricité et aux biocarburants.

Le plan prévoit aussi de construire ou de remettre en état 45337km de routes, et 2518km de voies ferrées ainsi que 20 aéroports, 12 ports maritimes et 67 ports fluviaux.

Nombre de ces projets sont destinés à éliminer les goulots d'étranglement aux exportations de produits miniers et agricoles, important moteur de l'économie ces dernières années.

Le président Lula a indiqué que l'heure était venue de croître de manière «plus rapide» sans compromettre les équilibres macroéconomiques. «L'heure est



PHOTO ADRIANO MACHADO, BLOOMBERG NEWS ©

Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a a indiqué que l'heure était venue de croître de manière «plus rapide» sans compromettre les équilibres macroéconomiques.

venue d'abattre les barrières et de dépasser les limites», a-t-il ajouté. La croissance n'a pas dépassé 2,6 % par année en moyenne durant le premier mandat de Lula, faisant du Brésil le mauvais élève de la classe parmi les pays latino-américains.

Selon le scénario central du plan, la croissance s'accélérait à 4,5 % dès 2007 et 5 % à partir de 2008. L'inflation (3,14 % en 2006) atteindrait 4,1 % en 2007 et 4,5 % durant les trois années suivantes.

«Croître de manière correcte, c'est croître avec un équilibre budgétaire, avec une réduction de la dette et de la vulnérabilité extérieure (...) sans inflation et sans contrôle des prix», mais aussi «diminuer les inégalités entre les personnes et les régions, et

croître en redistribuant le revenu», a déclaré le président Lula.

Le plan prévoit aussi une diminution de la charge fiscale de 6,6 milliards de reais dès 2007 qui profiterait aux biens d'équipement, au bâtiment et aux travaux publics en infrastructures.

Des mesures visant à maîtriser les dépenses publiques courantes sont prévues pour financer les investissements.

Le gouvernement va d'autre part déduire les investissements sur le logement et l'assainissement du calcul des dépenses. L'excédent primaire (hors charges de la dette publique) ne serait plus de 4,25 % du produit intérieur brut (PIB) mais de 3,75 %.

JAPON

Cinq ans ininterrompus de croissance

AGENCE FRANCE-PRESSE

TOKYO — L'économie japonaise a bouclé en janvier sa cinquième année de croissance ininterrompue, a affirmé hier le gouvernement dans son rapport économique mensuel, sans fournir de données chiffrées.

«L'économie se redresse, malgré une certaine faiblesse de la consommation», a indiqué le gouvernement, prenant acte de la poursuite de la croissance au Japon pour le 60^e mois consécutif.

Ce rapport économique mensuel, élaboré par un comité d'experts auprès du premier ministre, ne comporte toutefois jamais de statistiques précises.

Si l'on en croit ces rapports, le Japon a battu en novembre 2006 son record d'expansion économique depuis 1945 après 58 mois de croissance consécutifs, soit un mois de plus que le fameux «Boom Izanagi» de la fin des années 60.

Le rythme modéré de la croissance actuelle est toutefois sans comparaison possible avec celui, effréné, du «Boom Izanagi» qui avait hissé le Japon au rang de deuxième économie mondiale à partir de 1968.

En effet, entre 1965 et 1970, l'économie nipponne avait progressé au rythme moyen de 11,5 % par année grâce à une envolée des achats d'automobiles, de téléviseurs couleur ou d'appareils à air conditionné par les ménages.

Le gouvernement japonais avait indiqué en décembre qu'il prévoyait une croissance économique de 2 % lors de l'année budgétaire 2007-2008, qui commence le 1^{er} avril, après 1,9 % attendus en 2006-2007.

ARCELOR MITTAL

Une décision sur Dofasco aujourd’hui

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — Le numéro un mondial de l’acier, Arcelor Mittal, attend aujourd’hui une décision de justice cruciale sur le dossier Dofasco, au moment où il prépare la cession d’une usine américaine pour satisfaire les autorités de la concurrence si la vente de Dofasco s’avérait impossible.

Le tribunal néerlandais de Rotterdam rend sa décision aujourd’hui sur le conflit entre Arcelor Mittal et l’allemand ThyssenKrupp pour le contrôle du sidérurgiste canadien.

Dofasco avait été racheté pour 4 milliards d’euros en janvier 2006 par Arcelor à l’issue d’une bataille avec ThyssenKrupp. Par la suite, dans le cadre de son offre d’achat sur Arcelor, Mittal avait conclu un accord avec ThyssenKrupp pour lui revendre Dofasco en cas de victoire.

Mais pour protéger Dofasco, Arcelor avait alors transféré les actions à une fondation indépendante, Strategic Steel Stichting, qui refuse maintenant de se dissoudre, empêchant la vente. Un blocage qui fait l’affaire du numéro un mondial de l’acier, content de pouvoir garder le contrôle d’une filiale très rentable.

ThyssenKrupp, qui a entamé une procédure à la fin de décembre contre Arcelor Mittal pour obtenir la cession de Dofasco, souhaite à tout prix mettre la main sur ce sidérurgiste. Il a saisi pour ce faire le tribunal néerlandais, la fondation étant établie aux Pays-Bas.

Le groupe canadien de Hamilton, en Ontario, est l’un des aciéristes les plus rentables du continent nord-américain grâce à une forte présence sur le marché automobile de la région, le premier mondial.

Il dispose également de mines de fer, dont les réserves sont estimées à 10 ans, un atout de poids compte tenu de la flambée des prix des matières premières.

Mais si la vente de Dofasco s’avérait impossible, Arcelor Mittal devra céder d’autres actifs aux États-Unis, comme le lui ont demandé les services de la concurrence du département américain de la Justice (DoJ).

Dans ce cas, le DoJ, qui devrait se prononcer le 28 janvier, demandera la vente de l’usine de Sparrows Point, près de Baltimore, ou celle de Weirton, en Virginie.

Arcelor Mittal, qui se prépare à cette éventualité, vient donc de signer un accord conditionnel avec le groupe américain Esmark pour lui céder certains actifs, notamment la production de fer blanc, de Weirton, en cas de besoin.

ALCAN EN AUSTRALIE

Des coûts qui explosent

MARTIN VALLIÈRES
TORONTO

Pour la deuxième fois en quelques mois, Alcan doit revoir à la hausse les coûts et retarder le démarrage de l’un de ses plus gros projets: l’expansion de l’affinerie d’alumine à Gove, en Australie.

Cette usine coûtera désormais au moins 2,3 milliards US, soit 23 % de plus que le montant énoncé pas plus tard qu’en septembre dernier.

Et déjà, à ce moment, Alcan avait rehaussé de 25 % le coût du projet Gove, prévu autour de 1,5 milliard à son lancement, en 2004.

De plus, Alcan doit retarder encore pour au moins un trimestre le démarrage de la portion agrandie de l’usine d’alumine, jusqu’à l’été prochain.

L’échéancier d’origine du projet ciblait la fin de l’an dernier. Il avait été reporté une première fois en septembre, jusqu’au premier trimestre de 2007.

Alcan attribue ses surcoûts à Gove à la forte inflation des frais de main-d’œuvre en Australie et le renchérissement du dollar australien, suscités par l’important boom minier dans ce pays.

Quant aux retards, Alcan blâme surtout les intempéries dans le Pacifique qui ont retardé le transport maritime de composantes d’usine.

Elles sont pré-assemblées dans des pays asiatiques à coûts inférieurs, comme le Vietnam, avant d’être transportées en Australie.

Malgré tout, Alcan demeure confiante de la valeur finale de cette expansion de l’affinerie d’alumine à Gove, déjà achevée à 95 %.

Ce projet augmentera sa capacité de 1,8 à 3,8 millions de tonnes par année, ce qui sera plus de la moitié de la capacité totale d’Alcan en production d’alumine. «Malgré des conditions extrêmement serrées au plan de la main-d’œuvre et des matériaux en Australie, le projet



PHOTO FOURNIE PAR ALCAN

L’expansion de l’affinerie d’alumine à Gove, en Australie, coûtera au moins 2,3 milliards US.

(Gove) produira des résultats positifs en améliorant considérablement les coûts d’Alcan liés à l’alumine et sa capacité de production», a soutenu Jacinthe Côté, présidente de la division Bauxite et alumine chez Alcan.

Mais en Bourse, les investisseurs ont peu apprécié ce nouveau surcoût d’Alcan en Australie. Ils ont laissé glisser ses actions de 1,5 %, à 56,21 \$, à la Bourse de Toronto, retranchant du coup 310 millions à la valeur totale de l’entreprise.

Parmi les analystes, Fraser Phillips, de Marchés des capitaux RBC à Toronto, a immédiatement abaissé sa prévision de profit par action et de prix cible en Bourse pour Alcan. Il s’attend désormais à un profit de 5,20 \$US par action pour tout l’exercice 2006.

Cette prévision est légèrement inférieure à la moyenne de 5,22 \$US par action parmi les 16 analystes recensés par l’agence Bloomberg. Les prochains résultats financiers d’Alcan sont attendus le 31 janvier.

En Bourse, l’analyste Fraser Phillips estime néanmoins que les actions d’Alcan, malgré les problèmes du projet Gove, maintiennent l’un des meilleurs potentiels de rendement dans le secteur des mines et métaux.

Il entrevoit les actions d’Alcan autour de 64 \$US à la Bourse de New York d’ici un an, ce qui équivaldrait à 75 \$CAN par action à la Bourse de Toronto, au taux de change actuel.

Avec Bloomberg

VENTE D’ÉLECTRICITÉ À BC HYDRO

Le contrat d’Alcan crée des remous

PRESSE CANADIENNE

VANCOUVER — BC Hydro veut contester une décision des autorités provinciales de réglementation, qui ont rejeté une entente d’achat d’électricité conclue avec Alcan.

La BC Utilities Commission a décidé que l’entente entre BC Hydro et Alcan ne servait pas les meilleurs intérêts du public et que BC Hydro n’aurait jamais dû accepter les conditions tarifaires prévues par le contrat.

Cet accord aurait permis à la multinationale québécoise de

vendre jusqu’à 380 mégawatts d’électricité à BC Hydro sur une période de 20 ans.

«BC Hydro persiste à croire que (l’entente) avec Alcan respecte les conditions du marché et offre un approvisionnement fiable en hydroélectricité pour répondre à la demande croissante en Colombie-Britannique », a indiqué hier BC Hydro.

La décision de la BC Utilities Commission est survenue après que le litige se fut retrouvé devant la Cour suprême de la province l’automne dernier.

Le district de Kitimat accusait Alcan de violer les termes d’un contrat conclu il y a plus de 50 ans. En vertu de cette entente, Alcan peut utiliser la rivière pour produire l’électricité requise par son usine d’aluminium et vendre ses surplus à la province.

Kitimat accuse toutefois Alcan d’avoir réduit la production de son usine afin de pouvoir vendre plus d’électricité à BC Hydro. La communauté avait demandé au tribunal d’interdire à Alcan de vendre son électricité pendant que son usine tournait à régime réduit.

Le président et chef de la direction de la filiale Métal primaire d’Alcan, Michel Jacques, a déclaré plus tôt cette année que l’entreprise abandonnera son projet d’expansion de 2 milliards à Kitimat si elle ne peut vendre ses surplus d’électricité au prix du marché. M. Jacques a affirmé que le prix de 71 \$ par mégawattheure qu’Alcan devait recevoir de BC Hydro correspond au prix moyen payé par BC Hydro à d’autres fournisseurs indépendants. Il en coûte entre 5 \$ et 10 \$ à Alcan pour produire un mégawattheure.

AIDE-MÉMOIRE

pour la période des REER (d’ici le 1^{er} mars 2007)

1. Demander à mon conseiller de verser ma cotisation REER dans un compte d’épargne-placement Dundee.
2. Obtenir mon reçu aux fins d’impôt.
3. Sourire.



C’est aussi simple que cela. Puis, quand vous aurez plus de temps à votre disposition, vous et votre conseiller pourrez discuter de votre programme de placement à long terme dans le cadre du REER. Visitez-nous à dbc.ca pour obtenir de plus amples renseignements.

COMPTE D’ÉPARGNE-PLACEMENT DUNDEE

3,85%

- Compte sans frais
- Produit couvert par la Société d’assurance-dépôts du Canada
- Accessible en tout temps (prochain jour ouvrable)
- Intérêts quotidiens versés à partir du premier dollar déposé
- Aucun minimum ni aucune condition cachée



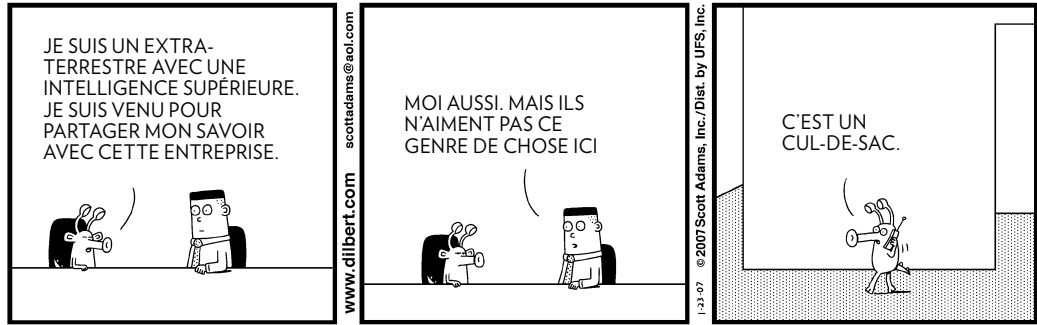
BANQUE DUNDEE DU CANADA

Taux d’intérêt en vigueur le 18 septembre 2006. Taux annualisé sujet à changement sans préavis. ^{MC} Marque de commerce de Dundee Corporation utilisée aux termes d’une licence. Les placements effectués dans un compte d’épargne-placement Dundee sont déposés par Goodman & Company, Conseil en placements ltée (« Goodman & Company ») dans un compte ouvert auprès de la Banque Dundee du Canada, qui est membre de la Société d’assurance-dépôts du Canada (SADC). Les comptes d’épargne-placement Dundee sont assurés par la SADC conformément aux couvertures maximales décrites dans la publication de la SADC intitulée *Protection de vos dépôts*. Les intérêts sont calculés quotidiennement sur le solde d’ouverture du compte et versés chaque mois. La Banque Dundee du Canada paie une commission à Goodman & Company qui agit à titre de courtier en dépôt de même qu’une commission de suivi aux conseillers établie en fonction du solde à la fin du mois. La Banque Dundee du Canada et Goodman & Company échangent des renseignements dont le nom, l’adresse et le numéro d’assurance sociale du client, dans le but d’ouvrir un compte au nom du client et de l’administrer. La Banque Dundee du Canada utilisera cette information conformément à l’énoncé des renseignements personnels disponible à dbc.ca.

MEMBRE DE LA
SADC

LA PRESSE AFFAIRES

DILBERT



À BIEN Y PENSER...

L'amour, l'argent, l'ambition sont les trois sommets du triangle de l'histoire universelle.

— Alex Le Gall

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

	1			4	6			
	4	2	7			5		6
9				8		1		
	3							8
2			4				7	
			5		2	9		
5						3		
7	8				9		2	

Niveau de difficulté : MOYEN

0538

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

2	6	1	7	8	4	5	9	3
9	8	3	6	2	5	4	7	1
7	5	4	9	3	1	8	6	2
6	4	9	8	1	3	2	5	7
5	1	8	2	9	7	3	4	6
3	2	7	4	5	6	1	8	9
8	7	2	1	4	9	6	3	5
1	9	5	3	6	8	7	2	4
4	3	6	5	7	2	9	1	8

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Pfizer élimine 10 000 jobs

PFIZER

suite de la page 1

Pour le moment, les communications aux employés canadiens se sont limitées à la diffusion interne des communiqués émanant du siège social américain.

Le patron de Pfizer, Jeffrey Kinder, a annoncé hier son plan de restructuration et de réduction de coûts, après que la firme eut avoué que ses revenus du quatrième trimestre de 2006 avaient fondu de 43 % par rapport aux trimestriels correspondants de 2005.

Les firmes comme Pfizer développent des médicaments qu'elles font breveter, ce qui leur accorde des exclusivités (et des prix monopolistiques) dont la durée varie de pays en pays. Quand ces brevets expirent, les fabricants de copies (appelés «médicaments génériques») ont le droit de commercialiser des produits concurrents, ce qui fait baisser les prix.

C'est ce qui arrive à Pfizer, dont cinq produits importants perdront leur exclusivité d'ici 2011. Parmi ces médicaments-vedettes qui verront leur brevet expirer aux États-Unis, il y a l'anticholestérol Lipitor, le médicament le plus vendu au monde, dont les revenus de 12,9 milliards US en 2006 représentent près de la moitié des revenus de la compagnie.

Ainsi, les ventes de l'antidiabète Zolof et de l'antibioti-

que Zythromax, dont les brevets américains et canadiens viennent d'expirer, subissent déjà l'érosion due à l'apparition récente de génériques. Conséquemment, la croissance de Pfizer n'a été que de 1 % au dernier trimestre. Norvasc, contre l'hypertension, et Zyrtec, contre les allergies, perdront aussi leur exclusivité bientôt.

Environ 40 % des revenus mondiaux de la firme devraient disparaître.

«Au fur et à mesure que ses revenus décroissent, Pfizer doit ajuster sa structure de coûts à la baisse et s'ajuster au fait que la firme va être plus petite», a dit à l'agence Bloomberg le gestionnaire de portefeuille Jeffrey Malcolm, de Horan Capital Management.

Parallèlement, la recherche et développement de Pfizer ne parvient pas à compenser ces pertes de revenus par le lancement de nouveaux médicaments. L'analgésique Lyrica (récemment lancé au Canada et en voie de lancement aux États-Unis) et l'anti-VIH/sida Maraviroc (en développement) ne compenseront qu'en partie les revenus manquants de la firme, croient les analystes.

Au Canada, la firme n'a qu'une usine, à Arnprior, en Ontario, dont la fermeture (d'ici la fin de 2008) avait déjà été annoncée l'an dernier, qui a vu Pfizer réduire ses effectifs mondiaux de 8000 personnes. Deux cents employés ontariens perdront leur emploi.

Nouvelles coupes chez Loblaw

LOBLAW

suite de la page 1

Par ailleurs, M^{me} Marglis a admis que ces changements pourraient mener à la centralisation accrue de certaines fonctions au siège social de Toronto.

«Mais l'autonomie locale et régionale de l'exploitation des magasins, pour leur commercialisation, demeurera très importante», a-t-elle insisté.

Un peu plus de 1000 personnes travaillent au principal centre administratif de Loblaw et Provigo au Québec, près de l'échangeur des boulevards Métropolitain et Décarie, au centre de l'île de Montréal. Loblaw affirme que les magasins et les centres de distribution seront épargnés, cette fois.

Il faut dire qu'au Québec seulement, Loblaw est en train de fermer 27 magasins, tel qu'annoncé en novembre dernier.

Ça comprend 12 supermarchés Maxi et huit magasins Presto de type libre-service pour les petits détaillants et les restaurateurs.

Aussi, en 2005, Loblaw avait fermé deux centres de distribution au Québec.

Néanmoins, c'est en Ontario, son plus gros marché, et où la concurrence est avivée par l'expansion de Wal-Mart en alimentation, que Loblaw a le plus maille à partir depuis quelques trimestres.

L'entreprise vient d'y réorganiser son réseau de distribution. Mais ses efforts tardent à porter fruits, si on se fie aux derniers résultats financiers de l'entreprise.

De plus, Loblaw porte encore le poids de la diversification ratée de ses supermarchés dans le non-alimentaire, surtout en articles de décoration résidentielle. Ce plan avait été mis en marche il y a trois ans afin, disait-on, de contrer la concurrence appréhendée de Wal-Mart en alimentation.

Or, cette diversification a plutôt mené à de sérieux problèmes de distribution en alimentation. Ces problèmes ont mené au remplacement des plus hauts dirigeants de l'entreprise, en septembre dernier.

La réduction de personnel administratif annoncée hier entraînera des coûts spéciaux «entre 150 à 200 millions». Ils seront inscrits à ses résultats du premier trimestre de 2007.

Le casse-tête de Lucien Bouchard

PHILIPPE MERCURE

L'abattoir de Vallée-Jonction est l'une des pièces d'un immense casse-tête qui vise à restructurer le secteur de l'abattage de porcs au Québec. Et tous les yeux sont actuellement braqués sur celui qui en placera les plus gros morceaux: Lucien Bouchard.

Maurice Doyon est professeur au département d'économie agroalimentaire de l'Université Laval. Donnez-lui la possibilité de redessiner l'industrie du porc au Québec et il vous construira illico deux immenses abattoirs: l'un dans l'ouest de la province, l'autre en Beauce.

Ajoutez une poignée d'abattoirs de petite taille pour des produits spécialisés –porc biologique et autres– et vous avez la recette pour remettre l'industrie du cochon québécois sur ses pattes. Kevin Grier, analyste au Centre George Morris –un *think-tank* ontarien indépendant qui se penche sur les questions agricoles– pense exactement la même chose. Pour lui, la première condition d'une relance de la filière porcine au Québec est la présence de gros abattoirs modernes qui roulent à plein régime.

L'ancien premier ministre Lucien Bouchard est actuellement placé dans la même situation que celle soumise à ces deux experts par *La Presse Affaires*. Son plan de relance est attendu pour les prochaines semaines. Sauf que lui est mandaté par Olymel –une entreprise qui, en abattant plus de 60 % des porcs québécois, influence directement l'ensemble de l'industrie québécoise. Et il ne peut pas repartir complètement à zéro.

Le portrait qui se présente à M. Bouchard est celui d'un territoire québécois parsemé d'abattoirs de petite taille –14 usines appartenant à 10 entreprises– dont aucun n'est assez gros pour rivaliser avec les meilleurs au monde.

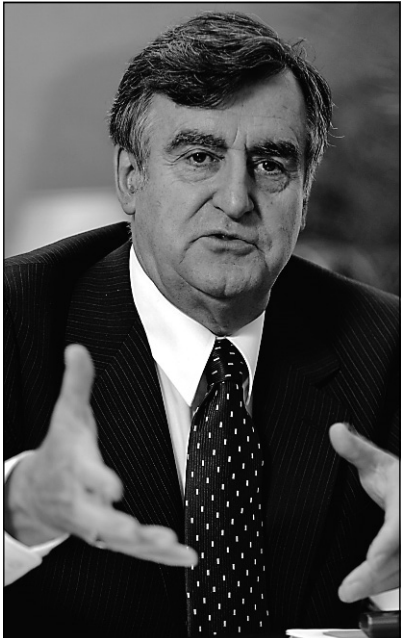


PHOTO M.TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE

Le portrait de l'industrie qui se présente à Lucien Bouchard (notre photo) est celui d'un territoire québécois parsemé d'abattoirs de petite taille –14 usines appartenant à 10 entreprises– dont aucun n'est assez gros pour rivaliser avec les meilleurs au monde.

Vallée-Jonction et sa capacité de 37500 porcs par semaine? «C'est peut-être le plus gros au Québec, mais il ne correspond pas aux nouveaux standards. Les abattoirs dont je vous parle ont des capacités d'au moins 70 000 porcs par semaine», dit M. Grier.

M. Bouchard arrivera-t-il aux mêmes conclusions que M. Doyon et M. Grier? Et si oui, quelle place l'abattoir de Vallée-Jonction occupera-t-il dans les plans d'Olymel? L'entreprise, pour l'instant, ne laisse rien filtrer de ses intentions. Et ceux qui suivent le dossier se perdent en conjectures.

«Je ne comprends pas très bien la stratégie d'Olymel, avoue M. Doyon, de l'Université Laval. Est-ce qu'on fait une proposition

Les producteurs se préparent au pire

FACTEUR

suite de la page 1

Le ministre du Travail a envoyé jeudi dernier un médiateur dans la mêlée afin de rapprocher les deux parties. Mais les producteurs de porcs, eux, se préparent au pire.

«On n'est pas là à regarder l'autobus passer. On se prépare à toute éventualité», a indiqué à *La Presse Affaires* le président de la Fédération des producteurs de porcs du Québec, Claude Corbeil. La Fédération a tenu jeudi dernier une rencontre pour discuter de Vallée-Jonction, et a convoqué son conseil d'administration pour demain.

Les producteurs prennent la menace de fermeture au sérieux. Que fera-t-on des porcs qui prennent le chemin du plus gros

abattoir du Québec s'il ferme? M. Corbeil avoue que l'éventualité soulève des «questions existentielles» pour l'industrie du porc –la plus importante exportation agricole du Québec, avec des ventes de plus de 1 milliard de dollars en 2005.

Les éleveurs de porcs ont déjà un avant-goût de ce qui les attend peut-être. Depuis octobre dernier, les employés de l'abattoir ATrahan, de Yamachiche, ont déclenché une grève qui dure toujours. Les conséquences, ce sont des porcs qui s'accumulent dans les porcheries où les producteurs doivent continuer de les nourrir à leurs frais, et des animaux qu'on embarque dans des camions en direction de l'Ontario et même de l'Île-du-Prince-Édouard pour aller les y faire abattre.

Rien pour aider une industrie qui se bat actuellement pour

sa survie. Et avec Olymel qui a annoncé la fermeture de son abattoir de Saint-Valérien (18000 porcs par semaine) pour le 30 mars et celui de Vallée-Jonction dont l'avenir est incertain, «la sonnette d'alarme est en train de sonner», dit M. Corbeil.

S'il n'aime pas voir des porcs embarqués sur des camions traverser les frontières provinciales, M. Corbeil avoue qu'il faudra peut-être s'y habituer avec l'incertitude qui touche Olymel et les bouleversements provoqués par Maple Leaf au Canada anglais (voir autre texte dans cette page). «Un système de mise en marché pour l'Est canadien est l'une de nos pistes de solutions, révèle-t-il. Ce qu'on dit, au fond, c'est *Est-ce qu'on peut s'asseoir, arrêter le trafic d'un bord et l'autre, envoyer nos porcs à l'abattoir le plus près et faire économiser du fuel à tout le monde?*»

AFFAIRES

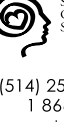
700

715

FINANCEMENT

1re et 2e hypothèque Commercial - Industriel - Bloc appartements - terrain Engagement le même jour ACE MORGAGE CORP 514-731-8585 Depuis (1964)

PRÊTEZ votre argent particulier à particulier par **PRETBEC** crtri imm Agréé et Finances Emprunter avec intérêt 7 à 15% 450-688-7212

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE LA SCHIZOPHRÉNIE

La schizophrénie

Ça se dit, ça se vit!

(514) 251-4000 # 3400 1 866 888-2323 www.schizophrenie.qc.ca

AVIS

800

850

AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

PRENEZ AVIS que "CHRISTIANE JAMAL NADER", dont l'adresse du domicile est le 5141 de Gaulle, Pierrefonds Qc H9J 1T2, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de KRISTINA NADER.

PRENEZ AVIS que la compagnie **CONSTRUCTIONS SBJ INC.** demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Montréal, 22 janvier 2007 Danielle Gingras, avocate.

PRENEZ AVIS que la compagnie **SAGE COMME UNE IMAGE INC.** demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Montréal, 22 janvier 2007 Danielle Gingras, avocate.

PARIS

6 vols par semaine au départ de Montréal avec Air Transat



Vols aller-retour

Classe Club : un monde de privilèges

Un espace de confort et de service personnalisé vous attend. Sélection de sièges gratuite • Sièges en cuir plus larges • Choix de repas et de vins raffinés • Service prioritaire, et plus.

Janvier et février à partir de **999\$**

Forfait Plus

vol + hôtel + petits déjeuners + transfert

Hôtel Mercure Montmartre 3²★

28 janvier et 4 fév. 4 nuits à partir de **1049\$**

Communiquez avec votre agent de voyages dès aujourd'hui!

Prix par personne incluant les taxes, rabais et frais de dossiers du grossiste. VOLS : Prix valides pour des dates spécifiques en janvier et février 2007. FORFAIT PLUS : Prix valides pour le 28 janvier et le 4 février 2007, en occupation double. Nouvelles réservations seulement. Sujet à la disponibilité au moment de la réservation. Vols exploités par Air Transat, Air Transat et Vacances Transat sont membres de Transat A.T. Inc. Titulaires d'un permis du Québec. Prix excluant le 3,50\$ par tranche de 1000\$ des services achetés au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.

20 ans

Tout un monde!

Ottawa appelé à l'aide

PIERRE ST-ARNAUD
PRESSE CANADIENNE

Les syndicats de la FTQ du secteur forestier et le Bloc québécois pressent Ottawa de sortir de sa torpeur face à la crise forestière. Ils font valoir que plus de 900 000 emplois directs et indirects sont en jeu au Canada et que, déjà, 10 000 emplois ont été perdus au Québec pendant qu'Ottawa se contente de mesures périphériques sans grand impact. Le président de la FTQ, Henri Massé, le vice-président du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, Clément L'Heureux, et le chef du Bloc, Gilles Duceppe, ont tenu une conférence de presse commune, hier, pour reprocher au gouvernement de Stephen Harper d'ignorer la crise malgré de nombreux appels à l'aide.

« La plupart des gouvernements provinciaux où l'industrie de la forêt est importante ont fait leur travail, y compris les libéraux au Québec, et on l'a salué », a dit M. Massé.

« Mais le gouvernement fédéral (...) n'a rien fait du tout pour nous aider à passer à travers la crise. Jaser avec un ministre fédéral, du gouvernement conservateur actuel, sur la forêt, c'est quasiment aussi intéressant que de jaser avec un deux par quatre. Il n'y a pas de réaction », a ajouté le président de la FTQ.

Les syndicats souhaitent notamment un soutien financier pour la recherche et le développement afin de développer de nouveaux produits, pour la modernisation des équipements de transformation hautement énergivores, le renouvellement du parc technologique et une aide plus adaptée pour les travailleurs mis à pied.

« Dans beaucoup d'endroits, les gens sont syndiqués, donc ça fonctionne par ancienneté, a dit M. Duceppe. Dès lors qu'il y a un certain nombre de mises à pied – et on sait qu'il y en aura, quoi qu'il arrive –, si ce sont les plus vieux qui ont le plus d'ancienneté qui demeurent en poste, les plus jeunes devront quitter. Et les plus jeunes, ne se trouvant pas d'emploi dans la région, iront dans d'autres régions. « Et quand les plus vieux prennent leur retraite, il n'y a plus de relève. Ça, les compagnies en sont conscientes, tout comme les syndicats », a ajouté M. Duceppe.

Des activités avaient lieu hier à travers le pays, à l'occasion d'une Journée d'action pour les emplois forestiers, dont un symposium à Ottawa réunissant les représentants de l'industrie, des syndicats et des députés de l'opposition.

SUGGESTION DU CONFERENCE BOARD

Abolir les barrières pour sauver la foresterie

RUDY LE COURS

La crise que traverse l'industrie forestière canadienne va bien se résoudre dans la mesure où les gouvernements provinciaux aboliront leurs barrières pour favoriser la création de mégacomplexes papetiers.

Les usines actuelles sont à la fois trop petites et trop anciennes pour concurrencer les produits en provenance des pays émergents, même si le marché du bois et du papier croîtra au rythme de 4 à 7 milliards de dollars par années au cours des 10 à 15 prochaines années, soutient le Conference Board du Canada.

« Les gouvernements devront éliminer les barrières interprovinciales à la libre circulation des billots, réformer le système des droits de coupe et modifier le régime de taxation afin de favoriser des investissements dans de bien plus grosses usines que celles qui existent aujourd'hui au Canada », lit-on en conclusion du deuxième tome de Mission possible intitulé *Une stratégie canadienne des ressources pour le présent boom et au-delà*, publié hier.

La concurrence internationale, ce n'est pas seulement de la fibre d'eucalyptus qui pousse plus vite que l'épinette noire. C'est surtout des usines d'une capacité annuelle d'un million de tonnes alors que les plus grosses au Canada font à peine 400 000 tonnes. « En théorie, une dizaine de super-usines de pâtes et sept de papier journal pourraient remplacer toute la production canadienne », croit le Board qui précise que 108 usines ont fermé en tout ou en partie depuis 2001, d'un océan à l'autre, dont 31 au Québec.

L'allocation des droits de coupe

à des usines comme le font certaines provinces dont le Québec équivalent à l'érection de barrières interprovinciales qui empêchent la création de méga-usines.

Il faudra encore fermer des scieries et des usines de papier non concurrentielles. Aux gouvernements de préparer des mesures de mitigation pour les populations et les villes touchées, souvent mono-industrielles, affirme le Board.

Quant à l'industrie, elle devra changer sa culture. « Dans les communautés dépendantes de la forêt, des stratégies de diversification économique devront être prises avant l'annonce des fermetures, prévient le Board. Cela suppose

que l'industrie travaille étroitement avec les gouvernements et le milieu pour les prévenir des fermetures à venir. »

Prévenus, les gouvernements pourraient stimuler l'utilisation de la biomasse pour la production électrique tout comme ils le font avec la production éolienne.

Si les billots peuvent voyager d'une province à l'autre, rien n'empêche la création d'usines locales qui utilisent les résidus pour la production de produits chimiques ou de biocarburant. « Pareille production stimulera le secteur forestier tout en contribuant à la réduction des gaz à effet de serre », soutient le Board.

Les investisseurs hésitent en outre à placer des billes dans un secteur qui génère peu de profits depuis quelques années. Il faudra donc favoriser l'investissement en allégeant notamment l'imposition du capital et en uniformisant d'un océan à l'autre le processus d'approbation environnemental.

À l'échelle canadienne, il incombe à Ottawa de procéder à l'inventaire du secteur forestier: depuis la localisation des essences exploitables, jusqu'à la comptabilité détaillée de cette industrie dont le Canada est encore le premier exportateur mondial avec une valeur de 42 milliards en 2005, soit 9,6 % de ses livraisons de marchandises à l'étranger.



Source : Statistique canada, citée par le Conference Board

L'INDUSTRIE FORESTIÈRE

108 usines fermées
au Canada depuis 2001
dont **31 au Québec**

Emplois directs :
339 000 personnes *

Part du PIB : **2,9%***

Part des exportations canadiennes : **9,6%***

*(données de 2005)

PHOTO LOUIS TREMBLAY, LE QUOTIDIEN

Imaginez votre carrière



avec deux fois plus de reconnaissance



Ordre des comptables
en management
accrédités du Québec

Lauréat d'un Grand Prix québécois de la qualité 2004

www.cma-quebec.org
1 800 650-ECMA

Programme exécutif CMA-MBA

École des sciences
de la gestion de l'UQAM

Université du Québec en Outaouais
(en français et en anglais)

Programme exécutif CMA

Université Concordia (en anglais)

LIBÉREZ-VOUS

DES FRAIS ANNUELS DE REER ET DES COMMISSIONS ÉLEVÉES

AUCUNS FRAIS ANNUELS, AUCUN SOLDE MINIMUM

Aucuns frais annuels, aucun solde minimum requis avec un compte REER E*TRADE Canada.

TARIF UNIQUE DE 9,99 \$

Avec 50 000 \$ en actifs ou 30 opérations par trimestre, payez seulement un tarif unique de 9,99 \$¹ sur les actions canadiennes et américaines.

CENTRE DE FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Votre ressource pour évaluer, comparer, apprendre et investir dans plus de 3 200 fonds communs de placement sans commission et des fonds indiciels négociables en bourse (ETF).

Défiiez l'ordinaire.
Soyez E*traordinaireSM



OBTENEZ JUSQU'À
500 \$ EN ESPÈCES³

E*TRADE
C A N A D A

Adhérez aujourd'hui et obtenez 100 opérations gratuites² PLUS jusqu'à 500 \$ en espèces³.

CLIQUEZ www.etrade.ca



APPELEZ 1-888-769-3723

E*TRADE CANADA est un service de Société de valeurs immobilières E*TRADE Canada (courtier à escompte – courtier d'exécution seulement), membre du FCPE. E*TRADE, E*TRADE Canada et le logo E*TRADE Canada, DÉFIEZ L'ORDINAIRE, SOYEZ E*TRAORDINAIRE, E*TRADE Complete et le logo en forme d'astérisque sont des marques déposées ou de commerce de E*TRADE Financial Corp. ou de ses filiales et sont utilisées avec permission. ¹Pour plus de détails, y compris comment devenir admissible, visitez www.etrade.ca. Les opérations U.S. sont facturées en \$ US. Des frais de marché et de réseau ECN pour les opérations faites au moyen de la plateforme Power E*TRADE Pro sont en sus. ²Sujet à des conditions. Pour plus de détails, y compris sur l'admissibilité, le dépôt minimum et la remise maximale sur les commissions, allez à www.etrade.ca. ³Sujet à des conditions. Pour plus de détails, y compris sur l'admissibilité et le dépôt minimum, allez à www.etrade.ca.

Séminaires

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/

Le professionnel en situation de gestion

1^{er} et 2 mars 2007 - 9 h à 17 h

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/pg.htm

Accroître son influence au sein de l'organisation

5 mars 2007 - 9 h à 17 h

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/aicso.htm

Guy Archambault (L. Sc. comm., HEC Montréal; M. rel. ind.; M.B.E.) est professeur honoraire au Service de l'enseignement du management à HEC Montréal.

La vente aux clients d'affaires

6, 7 et 8 mars 2007 - 8 h 30 à 16 h

Robert Desormeaux (L. Sc. comm., HEC Montréal; Ph. D. marketing) est professeur agrégé et directeur du Service de l'enseignement du marketing à HEC Montréal.
Denis Chassé (Diplômé en marketing; formation en *Leadership style*) agit à titre de consultant et de conférencier. Il est chargé de cours et coordonnateur de cours à HEC Montréal.

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/vca.htm

Savoir gérer ses activités prioritaires : les transformer en résultats concrets

8 et 9 mars 2007 (Laval) - 9 h à 17 h

Luc Bélanger-Martin (M. Sc. gestion, HEC Montréal) est consultant et chargé de formation à HEC Montréal.

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/sgap.htm

Développer sa nouvelle clientèle par le marketing téléphonique : la force du contact au bout du fil!

5 et 9 mars 2007 - 8 h 30 à 16 h 30

Denis Chassé (Diplômé en marketing; formation en *Leadership style*) agit à titre de consultant. Il est chargé de cours et coordonnateur de cours à HEC Montréal.

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/dncmt.htm

SESSIONS EN ENTREPRISE : Aucune formation spécifique dans le domaine n'est exigée.

Ces programmes peuvent être adaptés et offerts pour un groupe de votre organisation.

514 340-6001



LA PRESSE AFFAIRES

SNC-LAVALIN

Un autre contrat dans l'éthanol

PRESSE CANADIENNE

SNC-Lavalin a obtenu un contrat d'Ethanol GreenField, le principal producteur d'éthanol du Canada, pour fournir les services d'ingénierie, d'approvisionnement et de gestion de la construction pour sa nouvelle usine de Johnstown, dans l'est de l'Ontario.

Le montant du contrat n'a pas été précisé par les deux partenaires lors de son annonce hier.

La construction de l'usine d'éthanol de Johnstown est déjà en cours et son démarrage est prévu pour 2008. L'usine sera l'une des principales installa-

tions de fabrication d'éthanol de GreenField avec une capacité de 200 millions de litres par année.

Ethanol GreenField et SNC-Lavalin ont déjà conclu ce type d'entente pour l'usine de GreenField située à Varennes, qui devrait démarrer en février.

Ethanol GreenField, auparavant connue sous le nom de Les Alcools de commerce, produit chaque année 215 millions de litres d'éthanol à base de maïs à ses usines de Chatham et Tiverton, en Ontario.

Le titre de SNC a pris 52 cents, ou 1,6 %, à 32,75 \$ à la Bourse de Toronto.

Atrium achète à Philadelphie

PRESSE CANADIENNE

Atrium Biotechnologies se porte acquéreur de la société AquaCap Pharmaceutical, de Philadelphie, pour la somme de 21,5 millions US.

AquaCap est la plus grande entreprise spécialisée dans le développement et la fabrication de capsules remplies de liquide utilisées par l'industrie des suppléments nutritionnels aux États-Unis, a indiqué Atrium, hier. AquaCap compte 60 employés. Le montant de la transaction, qui a pris effet le

19 janvier, représente environ six fois le BAIIA (bénéfice d'exploitation) rajusté généré par AquaCap, a précisé Atrium, en ajoutant que cette acquisition lui permettra de renforcer sa position de chef de file dans le secteur des suppléments nutritionnels aux États-Unis et en Amérique du Nord. L'entreprise québécoise dit avoir bon espoir de dégager rapidement, avec l'acquisition d'AquaCap, des synergies opérationnelles et commerciales.

L'action d'Atrium a pris 8 cents hier à 15,78 \$ à la Bourse de Toronto.

EN BREF

Bombardier : un ancien d'Airbus en Russie

Bombardier, troisième avionneur au monde, a embauché un ancien cadre d'Airbus SAS pour qu'il dirige son bureau de représentation en Russie et dans la Communauté des États indépendants dans l'espoir de réaliser des ventes sur ce marché en croissance. Ainsi, Sergei Yermolayev qui, jusqu'au 1^{er} janvier dernier, était à la tête du bureau d'Airbus à Moscou, dirigera les divisions du rail et de l'aérospatiale, a indiqué hier Bombardier, de Montréal, dans un communiqué diffusé par courriel. — Bloomberg

Boeing baisse

Le titre du constructeur aéronautique américain Boeing était en forte baisse hier à la Bourse de New York, affecté par une recommandation moins favorable de la banque Wachovia, qui estime que le cycle aéronautique a atteint son pic et s'inquiète de l'avancée du programme 787. Le titre a terminé la journée à 85,60 \$ à New York, en baisse de 3,03 \$ ou 3,4 %. La banque américaine Wachovia a abaissé hier sa recommandation sur l'action Boeing à « performance de marché » contre « surperformance » précédemment. L'objectif de cours est fixé entre 87 et 92 dollars US. Cette décision « repose sur la conviction que le cycle des commandes destinées à l'aviation commerciale a atteint son pic », a expliqué Wachovia dans une note. Elle traduit également des « inquiétudes concernant de possibles retards de livraisons dans le programme 787 ». — AFP

Vers un partenariat Sun / Intel

Intel, leader mondial des semi-conducteurs, et le fabricant de serveurs et de logiciels Sun Microsystems ont annoncé hier un partenariat au terme duquel Sun utilisera les microprocesseurs d'Intel pour certains serveurs et Intel soutiendra le système d'exploitation Solaris de Sun. Avec cette alliance, Intel marque un point contre son rival AMD qui était depuis quelques années le fournisseur presque exclusif de Sun, l'un des leaders mondiaux des serveurs d'entreprises. Pour Sun, cet accord est une percée face aux logiciels pour serveurs du groupe Microsoft, allié historique d'Intel dont les microprocesseurs Xeon seront adaptés au système d'exploitation Solaris. « Pour nous, c'est un moment historique qui change complètement la donne dans le paysage des serveurs pour entreprises », a affirmé lors d'une conférence de presse le PDG de Sun Microsystems, Jonathan Schwartz. « Intel apporte son soutien et adopte Solaris et Sun fait de même avec Xeon », a estimé pour sa part le PDG d'Intel Paul Otellini. — AFP

ON PEUT
VOUS AIDER

À TRANSIGER AU MEILLEUR TARIF
SUR LE MARCHÉ.

495 \$
PAR TRANSACTION¹

Pas d'autres frais de transaction.
Pas de logiciel à télécharger.

Essayez notre nouvel outil de répartition de l'actif :
l'un des plus performants de l'industrie !

www.bnc.ca/cdbn



COURTAGE DIRECT
BANQUE NATIONALE

¹ Dès que vous avez effectué au moins 30 transactions sur actions ou options durant les trois derniers mois (trimestre). Applicable uniquement aux transactions effectuées au moyen du site Web ou du Courtier vocal interactif. La période d'évaluation s'étend sur les trois mois précédents le 1^{er} de chaque mois. Certaines conditions peuvent s'appliquer. En ce qui a trait à la tarification, le barème des commissions et de frais généraux en vigueur demeure applicable.

Courtage direct Banque Nationale est une filiale de la Banque Nationale du Canada. Courtage direct Banque Nationale ne donne aucun conseil et ne formule aucune recommandation en matière de placement, à l'exception des fonds communs de placement et des titres à revenu fixe, et ce, pour les clients ayant choisi l'offre de service Sélect. Le client est seul responsable des conséquences financières de ses décisions de placement. Membre FCPE.

Pour relever le défi chinois

RUDY LE COURS

Tandis que la Chine et les États-Unis sont en voie d'intégrer leurs économies, le Canada fait fausse route en comptant seulement sur son grand voisin du sud.

« Une stratégie fédérale-provinciale de premier plan devient impérative vis-à-vis de la Chine, son importance grandissante et sa rapide intégration avec les États-Unis », plaide Sherry Cooper, dans la dernière livraison de son Rapport de Chine: « The True North Meets the Middle Kingdom » qu'on pourrait traduire par « Septentrion rencontre l'empire du Milieu ».

L'économiste en chef de BMO Marchés des capitaux passe en revue les progrès des économies canadienne et chinoise et en vient à la conclusion que seule une main-d'œuvre qualifiée et productive sera en mesure de conserver aux Canadiens leur niveau de vie.

Elle soutient aussi que l'Accord de libre-échange avec les États-Unis a donné ses meilleurs fruits. En 2001, 81 % de nos exportations prenant le chemin des États-Unis. En 2005, la proportion est ramenée à 77 % et elle devrait continuer de faiblir, compte tenu de la baisse des prix du pétrole et du gaz naturel et du ralentissement de l'économie américaine.

M^{me} Cooper rejoint ainsi le Conference Board du Canada qui tire déjà la même conclusion. Elle constate que quelques grandes entreprises ont déjà délocalisé une partie de leur production en Chine dans le but de diminuer leurs coûts. Cela a pour effet aussi de creuser le déficit commercial canadien à l'endroit de la Chine qui, toutes proportions gardées, dépasse celui des États-Unis. La Chine est d'ailleurs en train de devenir le premier partenaire des États-Unis, supplantant le Canada.

À la différence des États-Unis, le Canada saisit encore mal les occasions qu'offre la Chine. Elles lui permettraient de redresser quelque peu son solde commercial, M^{me} Cooper identifie les services financiers, le tourisme et les services commerciaux.

Dans le premier cas, trois banques et deux compagnies d'assurances canadiennes sont déjà bien implantées en Chine. Leur savoir-faire leur permettra de desservir une population friande d'épargne et de filet de sécurité des outils (comptes bancaires, planification financière, fonds communs, assurances de personne et multirisques) bien rémunérés. En

outre, ces institutions pourront offrir aux Canadiens des produits financiers (actions, obligations) aux Canadiens qui désirent investir une partie de leur portefeuille

ACTUEL
TENDANCES

Tous les jours dans
LA PRESSE

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS - ENCANS

AVIS DE CORRECTION
A notre précieuse clientèle: Nous sommes désolés des inconvénients qu'aurait pu causer toute erreur dans notre circulaire du: 19 janvier - 25 janvier. Produit: Décodeur HD Illico. A la page 1 de notre circulaire du 19 janvier, nous avons annoncé ce prix à 100 \$, économisez 200 \$. Le prix exact est 199,99 \$, épargne de 100 \$, tel qu'annoncé à la page 8. UGS: 10040863
3457344

CANADA	COUR SUPÉRIEURE
PROVINCE DE QUÉBEC District de SAINT-FRANÇOIS Localité: SHERBROOKE No : 450-17-002106-061	
JOSEPH SMELKO, domicilié et résidant au 487, Beacon Hall Drive Ville d' Aurora, Ontario, L4G 3G8	Demandeur
c.	
MICHEL BÉLAND ET LISE DUFORT, ayant résidé au 229, Comté Frontenac, Ville de Boucherville, district de Longueuil, province de Québec, J4B 2A8 -et- MICHEL BILODEAU ET LUCIE TURCOTTE, ayant résidé au 20, rue Hall, Ville de Sherbrooke, district de Saint-François, province de Québec, J1G 1V3 -et- ANDRÉ LEMAIRE ET JEANNINE MARTIN, ayant résidé au 1654, Venus, Ville de Fleurimont, district de Saint-François, province de Québec, J1E 1C1 -et- DENIS DESGROSEILLERS ET EVELYNE DESGROSEILLERS, ayant résidé au 2675, boulevard Renaissance, Ville de Laval, district de Laval, province de Québec, H7L 3L4 -et- MICHEL HÉMOND ET ALINE D. HÉMOND, ayant résidé au 65, 2e Avenue, Ville de Danville, district de Saint-François, province de Québec, JOA 1A0 -et- NICOLE GÉNÉREUX, ayant résidé au 797, rue Claude, Ville de St-Jean-sur-Richelieu, district d'Iberville, province de Québec, J3B 7M1 -et- BRIGITTE CABANA ET CHRISTIAN ROY, ayant résidé au 20, Avenue Le Prince, Ville de Victoriaville, district d'Arthabaska, province de Québec, J6P 2L3 -et- DENIS JULIEN ET MIREILLE JACKSON, ayant résidé au 173, Daniel-Johnson, Ville de Danville, district de Saint-François, province de Québec, JOA 1A0 -et- YVON CANTIN ET SOLANGE MARTEL, résidant au 95, rue Académie, Ville de Victoriaville, district d'Arthabaska, province de Québec, G6P 3N2 -et- DANIEL BROUILLARD ET CAROLE NEVEU, ayant résidé au 105 Lemaire, Ville de St-Nicéphore, district de Drummond, province de Québec, J2A 1Z4 -et- YVES MARTEL, ayant résidé au 88, Des Pins, Ville de Mont St-Grégoire, district d'Iberville, province de Québec, J0J 1K0 -et- MICHEL NADEAU ET JOSÉE LABELLE, ayant résidé au 367, 1er rang Est, Ville de Ste-Christine, district de St-Hyacinthe, province de Québec, J0H 1H0 -et- GHYSLAIN BOURQUE, ayant résidé au 328, 12 Avenue Nord, Ville de Shebrooke, district de Saint-François, province de Québec, J1E 2W4 -et- CAROLINE HOULE, ayant résidé au 38, King Est, Ville de Sherbrooke, district de Saint-François, province de Québec, J1G 1A1 -et- ALAIN LABONTÉ ET DANIELLE LAROUCHE, ayant résidé au 296, Hornida-Le-roux, Ville de Granby, district de Bedford, province de Québec, J2J 2E5 -et- ANDRÉ BOISVERT, ayant résidé au 65, Jean-Talon, Ville de Drummondville, district de Drummond, province de Québec, J2B 3T8 -et- LESLIE HOPPER ET MARIE-CLAIRE BOISVERT, résidant au 4522, Boul. Universi-tié, Ville de Rock Forest, district de Saint-François, province de Québec, J1N 2V4 -et- ANDRÉE MAILE ET LUCAS MAILLE, ayant résidé au 570, Chemin Brûlé, Ville de Ste-Catherine-de-Hatley, district de Saint-François, province de Québec, JOB 1W0 -et- MARC BERGERON ET GUYLAINE L'ARCHEVEQUE, résidant au 144, Charlotte, Ville de Sorel, district de Richelieu, province de Québec, J3P 1H3 -et- JEAN-YVES BÉDARD, ayant résidé au 23, Avenue Des Peupliers, Ville de Victoria-ville, district d'Arthabaska, province de Québec, G6T 1B4 -et- ANDRÉ MALETTE ET MARIE TREMBLAY, ayant résidé au 2057, Ratelle, Ville de Kinsey Falls, district de Drummond, province de Québec, JOA 1B0 -et- JOCELYN MICHAUD, ayant résidé au 202, Fabi, Ville de Sherbrooke, district de Saint-François, province de Québec, J1E 2B5 -et- LOUISE COURCY ET LUC BOUTIN, ayant résidé au 117, Ratte, Ville d'Asbestos, district de Saint-François, province de Québec, J1T 4K9 -et- WALTER SAIDERO ET QUETA MORENO, ayant résidé au 570, De la Bruere, Ville de St-Bruno, district d'Alma, province de Québec, J3V 4R3 -et- RAYMOND ROCHON ET DENISE ROCHON, ayant résidé au 900, Place Hélène Boule, app. 306, Ville de Boucherville, district de Longueuil, province de Québec, J4B 2A7 -et- NATHALIE CARRIER, ayant résidé au 38, King Est, Ville de Sherbrooke, district de Saint-François, province de Québec, J1G 1A1 -et- SERGE DUPONT ET SYLVIE GIGNAC, ayant résidé au 1550, Boul. du Souvenir, app. 7, Ville de Laval, district de Laval, province de Québec, H7N 1B9	Défendeurs -et-
BNP PARIBAS (CANADA), -et- SAMSON BÉLAIR DELOITTE & TOUCHE INC.,	Défenderesses -et-
OFFICIER DE LA PUBLICITÉ DES DROITS DE LA CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE DE STANSTEAD	Mis en cause
ASSIGNATION (139 C.p.c.)	
PAR ORDRE DU TRIBUNAL : Avis est donné aux défendeurs que le demandeur a déposé au greffe de la Cour Supérieure du district de Saint-François une requête introductive d'instance. Une copie de cette requête et de l'avis aux défendeurs ont été laissés à l'intention de chacun des défendeurs, au greffe du tribunal, au palais de justice de Sherbrooke, situé au 375, rue King Ouest, Sherbrooke, Qc, J1H 6B9. Il est ordonné aux défendeurs de comparaître dans un délai de 30 jours de la publication de la présente ordonnance. A défaut de comparaître dans ce délai, un jugement par défaut pourrait être rendu contre vous sans autre avis dès l'expiration de ce délai. Soyez aussi avisé que la requête introductive d'instance sera présentée pour décision devant le tribunal le 26 février 2007 à 9 heures en la salle 2 du palais de justice de Sherbrooke. A Sherbrooke, le 27 décembre 2006. Guy Landry, greffier adjoint	3457282

DATES D'ASSEMBLÉE

Données fournies par la société émettrice par l'entremise de

SERVICES DE DÉPÔT ET DE COMPENSATION CDS INC.

* Modifications aux renseignements déjà publiés.

A = annuelle ; S = spéciale ; G = générales ;

X = supplémentaire ; E = extraordinaire.

% = annulé ; @ = ajournée.

Raison sociale	Date inscr.	Date d'ass	Type d'ass
Adex Mining Inc	Fevr06	Mars09	AS
AGF Limited Partnership 1990	Jan 29	Fevr28	S
AGF Limited Partnership 1991	*Jan 29	Fevr28	S
Alpha One Corporation	*Jan 16	Fevr28	S
Arapaho Capital Corp	Fevr09	Mars30	AGS
Aztek Resource Development	*Jan 16	Fevr28	S
Camphor Ventures Inc	*Fevr08	Mars15	AGS
Candente Resource Corp	*Jan 08	Mars09	S
Catalyst Paper Corporation	Fevr09	Mars28	AS
Commandite 1990 Groupe 20/20	*Jan 29	Fevr28	S
Commandite 1992 Groupe 20/20	*Jan 29	Fevr28	S
Commercial Solutions Inc	Fevr07	Mars14	AGS
Corp Systeme de Reparage Vigil	Jan 17	Fevr19	AS
CryoCath Technologies Inc	*Jan 11	Fevr20	AGS
COM DEV International Ltd	Fevr08	Mars22	AS
D-Fense Capital Ltee	%Dec 20	Jan 24	AG
Flagship Industries Inc	Fevr07	Mars26	A
Freegold Ventures Limited	Fevr28	Avr 25	AG
Genum Corporation	Fevr15	Mars28	AS
Global Direct Inc	Fevr06	Mars15	AS
Groupe Conseil Ornitech Inc.	Fevr09	Mars12	S
International Croesus Ventures	Fevr05	Mars12	AG
Ivnet Inc	Fevr08	Mars15	AS
Jazz Resources Inc.	Fevr12	Mars14	AG
Jura Energy Corporation	Fevr07	Mars14	AGS
Lulir Gold Limited	Fevr09	Mars12	AG
Mega Uranium Ltd	Fevr12	Mars26	AS
Merrex Resources Inc	Fevr06	Mars07	AGS
Pediment Exploration Ltd.	Fevr09	Mars15	AG
Pioneer Metals Corporation	Jan 30	Mars05	S
Ressources Abitex Inc.	Jan 23	Fevr27	AGS
Rich Minerals Corporation	*Jan 08	Fevr22	AS
Rome Resources Ltd	Fevr05	Mars12	AG
Stone 2005 Flow-Through LP	*Jan 03	Fevr07	S
Sungold International Holdings	Jan 19	Fevr19	AG
Transat A.T. inc.	Jan 31	Mars14	AS
Twenty-Seven Capital Corp	*Dec 29	Fevr07	AGS
Uranium Power Corp.	Fevr05	Mars09	AG
Vasogen Inc	Fevr05	Avr 03	AS
Wave Power Systems Int'l Inc	Fevr16	Mars22	S
Yoho Resources Inc.	Jan 29	Fevr28	AS
Zenith Industries Corp.	Fevr09	Mars16	AS

3452058

FONDATION ARMAND-FRAPPIER

M. André Charron appuie
la recherche en santé à
l'INRS-Institut Armand-Frappier

La bourse d'excellence de
doctorat d'une valeur de 17 000 \$
est décernée à Pascal Courville
pour ses travaux sur les facteurs
de virulence chez les bactéries.



De gauche à droite : **M. Guy Lord**, avocat, Osier et vice-président de la Fondation, **Mme Michèle Frappier Daignault**, membre du conseil d'administration de la Fondation, représentant M. André Charron, ancien président du c.a. de l'Institut Armand-Frappier, le boursier **M. Pascal Courville**, **M. Clément Joly**, FCA, associé RCGT et président de la Fondation

Pour
l'avancement
de la
recherche
en
santé

www.fondation-afrappier.qc.ca

Nouveau parcours !

**SALON
DE L'AUTO**

**PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
19-28 JANVIER 07**

PRÉSENTÉ PAR



PORSCHE SPYDER '55

CORVETTE 1969

VENEZ RENCONTRER
MICHEL BARRETTE!

Mardi le 23 janvier de 18h à 21h
Mercredi le 24 janvier de 18h à 21h
Jeudi le 25 janvier de 18h à 21h

MYTHIQUES, UNIQUES

LA **COLLECTION**
DE MICHEL BARRETTE
...LA SUITE

À la demande générale,
ce véritable maniaque
d'automobiles nous revient
avec de nouvelles pièces de
sa collection personnelle.
Sa réplique de la Porsche
Spyder '55 de James Dean,
sa Challenger '70, sa collection
d'objets en hommage à la
course et bien plus encore...

En collaboration avec
**Occasion
en Or**



Participez à la Collecte de sang du Salon de l'Auto au niveau 00 du
complexe Guy-Favreau : mardi 23 janvier de 9h30 à 20h (journée
CFCF-CTV), mercredi 24 janvier de 10h à 17h30, jeudi 25 et vendredi
26 janvier de 13h à 19h.

En collaboration avec **LA PRESSE**

Achetez vos billets en ligne :
www.salonautomontreal.com

Prix d'entrée (taxes incluses)	Lundi au jeudi	Vendredi au dimanche
Admission générale (13+)	12 \$	15 \$
Carte « Accès Montréal » ou « CAA-Québec »	10 \$	13 \$
Enfant 6 à 12 ans (accompagné d'un adulte)	5 \$	5 \$
Enfant moins de 6 ans	Gratuit	Gratuit
Forfait famille (2 admissions générales + 2 enfants de 6 à 12 ans)	30 \$	34 \$

Heures d'ouverture
Du vendredi 19 janvier au
samedi 27 janvier 10 h à 22 h
dimanche 28 janvier 10 h à 20 h
**Tous les jours, la billetterie fermera
2 heures avant la clôture du Salon.**



Service offert
gratuitement
aux enfants
de 2 à 10 ans

2 \$ de rabais pour une admission générale
du **vendredi au dimanche** sur présentation
d'un transfert de la **STM**

Une réalisation de la Corporation des Concessionnaires d'Automobiles de Montréal Inc.

AVIS PUBLIC

PROJET D'AGRANDISSEMENT DU LIEU D'ENFOUSSEMENT TECHNIQUE

BESTAN À MAGOG

Le projet consiste à développer un nouveau lieu d'enfouissement sur la propriété de Waste Management, située au 1994, chemin d'Ayer's Cliff, à Magog. Ce projet, prévu pour une durée de 25 ans et répondant aux nouvelles normes gouvernementales, a pour but de continuer à offrir aux citoyens et aux entreprises de la région le service de gestion des matières résiduelles.

Cet avis est publié pour informer la population qu'elle peut consulter l'étude d'impact et les autres documents concernant ce projet à compter du 23 janvier 2007. Ces documents sont disponibles pour consultation aux endroits suivants :

Bibliothèque municipale Memphrémagog 61, rue Merry Nord Magog (Québec) J1X 2E7 Tél. : 819 843-1330	Heures d'ouverture : Mardi : 10 h – 17 h Mercredi : 10 h – 20 h 30 Jeudi : 10 h – 20 h 30 Vendredi : 10 h – 20 h 30 Samedi : 10 h – 17 h Dimanche : 12 h – 17 h
--	--

Accès internet gratuit

ainsi qu'aux centres de documentation du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) :

Université du Québec à Montréal (UQAM) Bibliothèque centrale, Pavillon Hubert-Aquin Section des publications gouvernementales 1255, rue Saint-Denis, local A-M100, Montréal (Québec) H2X 3R9 Tél. : 514 987-4392	Heures d'ouverture : Lundi au vendredi : 8 h 30 – 22 h Samedi : 11 h – 17 h Dimanche : 12 h – 17 h
--	--

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Édifice Lomer-Gouin 575, rue Saint-Amable, bureau 2.10 Québec (Québec) G1R 6A6	Heures d'ouverture : Lundi au vendredi : 8 h 30 – 12 h 13 h – 16 h 30
---	--

Des renseignements supplémentaires peuvent être obtenus aux numéros 418 643-7447 ou sans frais 1 800 463-4732 de même que sur le site Internet www.bape.gouv.qc.ca.

SÉANCE D'INFORMATION

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement tiendra une rencontre d'information :

Le 14 février 2007 à compter de 19 heures
Salle Sainte-Marguerite-Marie (sous-sol de l'église)
Paroisse Sainte-Marguerite-Marie
340, rue Saint-Patrice Est, Magog

Toute personne, groupe ou municipalité peut demander par écrit au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, M. Claude Béchard, la tenue d'une audience publique relativement à ce projet ; cette demande doit être faite au plus tard le 9 mars 2007 à l'adresse suivante : Édifice Marie-Guyart, 675, boul. René-Lévesque Est, 30^e étage, Québec (Québec) G1R 5V7.

23 janvier 2007

Cet avis est publié par Waste Management conformément au Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., 1981 c. Q2, r.9).

AFFAIRES... DURABLES

L'INSTITUT GREENBLUE

Eco pour économie

BUSINESS WEEK

Le mot économie commence par « éco ». Mais chez le fournisseur de services alimentaires Sysco, lancer des produits verts s'est avéré un processus lent et frustrant. Au cours des dernières années, cette entreprise de Houston a mis sur le marché une gamme Earth Plus de nettoyants pour verre, d'éliminateurs d'odeurs et de détergents qui portent le sceau d'approbation « Design for the Environment » (« Conçu pour l'environnement ») du U.S. Environmental Agency (EPA).

Le problème, c'est qu'il faut beaucoup de temps pour obtenir cette approbation, notamment parce que le nombre d'entreprises qui soumettent leurs produits pour examen monte en flèche.

Il faut parfois compter jusqu'à un an pour que les nouveaux produits soient considérés pour examen. Et une fois que le produit a été considéré, il se peut que l'EPA demande des changements tels que la substitution d'une fragrance ou d'un colorant.

« Nous avons travaillé deux ans pour y arriver », confie Richard Cottrell, l'un des patrons de Sysco. Dans le monde de l'innovation où l'évolution est très rapide, c'est là une éternité.

Alors, il y a deux ans, M. Cottrell a décidé de s'adresser à CleanGredients, ayant à sa tête le GreenBlue Institute.

De concert avec tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, l'institut GreenBlue – un organisme qui se consacre au design écologique – offre aux industries des solutions pratiques, vertes, au succès assuré.



PHOTO REUTERS

Les produits verts sont de plus en plus nombreux sur le marché. Afin de faciliter le travail des concepteurs de produits, l'Institut Greenblue a créé la base de donnée en ligne CleanGredients, qui permet de vérifier que les composantes d'un produit respectent les normes du U.S Environmental Agency. Ci-dessus, la voiture hybride Fine-X de Toyota.

En compagnie de représentants de l'EPA, d'universitaires et d'autres leaders de l'industrie, M.

leur travail avec les bons ingrédients plutôt que de procéder à des changements aux derniers stades ?

cera à exiger des droits annuels de 1000 \$US à 3000 \$US de ses membres.

De concert avec tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, l'institut GreenBlue offre aux industries des solutions pratiques, vertes, au succès assuré.

Cottrell s'est attaqué à une épineuse question : est-il possible de bâtir de la viabilité dès le début du processus de conception plutôt qu'à la fin ? Pouvons-nous aider nos créateurs de produits à amorcer

Une question de degrés

Leur travail a produit CleanGredients.org, une base de données en ligne lancée en octobre 2006. Le site était jusqu'ici gratuit, mais GreenBlue commen-

À l'heure actuelle, le site comprend tous les produits chimiques qui respectent les normes de biodégradabilité, de degré de nocivité pour la vie aquatique et de degré de noci-

tivité pour la vie humaine. Les créateurs de produits peuvent consulter la base de données pour s'assurer que les ingrédients potentiels respecteront les normes de l'EPA et qu'ils ne seront pas dommageables pour l'environnement.

M. Cottrell estime que la mise en œuvre de ses nouveaux produits s'en trouvera accélérée de quelque 18 mois.

Ce type d'approche des systèmes est la marque de commerce de l'institut, un organisme à but non lucratif qui aide les industries américaines et étrangères à s'attaquer au problème de viabilité à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement. Selon Jason Pearson, le directeur de l'institut, la viabilité est une extension du mouvement en vue de la qualité. « Les nouveaux paramètres peuvent sembler former d'énormes facteurs de risque, dit-il, mais ils fournissent aussi de nouvelles occasions sur le plan de la conception. »

Revoir la mise au point

M. Pearson estime que les entreprises qui ajoutent de nouveaux paramètres concernant l'équité sociale et la sécurité des produits à leurs paramètres de qualité tels que les coûts, la performance et l'apparence jouiront d'un avantage financier sur leurs concurrents.

« Si vous faites mieux que les autres en ce qui concerne l'un ou l'autre de ces éléments, vous pouvez gagner des parts de marché », ajoute-t-il.

Parce que les 10 membres du personnel de GreenBlue travaillent au sein d'un organisme à but non lucratif, ils peuvent fournir un territoire neutre où se rencontrent entreprises et gouvernements. En examinant le système en son entier, ils sont en mesure de créer un environnement où les leaders de l'industrie peuvent innover plus rapidement et créer des produits qui ont une empreinte écologique moins marquée.



CARREFOUR DESJARDINS NOUVEAU CENTRE DE FINANCES PERSONNELLES

Au centre-ville de Montréal, découvrez le Carrefour Desjardins où convergent les grandes idées financières. Vous y trouverez toute l'expertise pour faire mieux avec votre argent.

Venez rencontrer un de nos experts :
• Au Carrefour, de 8 h à 18 h
• À l'endroit et à l'heure qui vous conviennent
Appelez-nous pour prendre rendez-vous !

Épargne | Placement | Financement | Assurances
Planification de la retraite | Planification successorale

C'est plus qu'une banque. C'est Desjardins.

1241, RUE PEEL
514 875-4266



Conjuguer avoirs et êtres

Des chefs d'entreprises américaines souhaitent une réduction des GES

ASSOCIATED PRESS

WASHINGTON — Les chefs de la direction de 10 entreprises américaines d'envergure ont lancé hier un appel au président George W. Bush, à la veille de son discours sur l'état de l'Union, pour qu'il soutienne et établisse des objectifs obligatoires de réduction de la pollution responsable des changements climatiques.

Dans une lettre envoyée au président américain, les chefs de direction ont indiqué qu'ils pouvaient et devaient faire rapidement des gestes afin d'établir une approche coordonnée reposant sur l'économie et le marché pour lutter contre les changements climatiques.

Les chefs de la direction d'Alcoa, de BP America, de DuPont, de Caterpillar, de Duke Energy et de General Electric figurent parmi les signataires de la lettre.

M. Bush qui, par le passé, a rejeté l'idée d'imposer un contrôle obligatoire sur les émissions de gaz à effets de serre (GES), devrait parler des changements climatiques à l'occasion du discours sur l'état de l'Union américaine, aujourd'hui. Il a maintes fois dit que, pour contrer ce phénomène, il fallait davantage compter sur les efforts volontaires.

La majorité des groupes de gens d'affaires des États-Unis, comme les chambres de commerce et l'association nationale des manufacturiers, s'opposent aux propositions visant à instaurer une Bourse des droits d'émissions de gaz à effets de serre, particulièrement le dioxyde de carbone provenant des carburants fossiles, pour en diminuer les rejets.

Ces droits sont échangeables entre les entreprises dont les émissions se situent en dessous de leur quota et celles qui l'ont dépassé.

Mais selon 10 chefs à la direction d'entreprises importantes des secteurs de l'aluminium, des biens et services, de la chimie et de la finance, il est temps d'imposer des réductions obligatoires. Ils estiment qu'un système de Bourse de droit d'émissions serait « la pierre d'assise d'une telle approche ».

Le Congrès prié de voter des lois

Les signataires de la lettre ont aussi prié le Congrès de voter des lois qui permettront de « réduire de façon significative les émissions de gaz à effets de serre ».

Le porte-parole de la Maison-Blanche, Tony Snow, a indiqué que l'imposition d'un quota pour les émissions de gaz avait fait l'objet de discussions mais qu'elle ne fera pas partie des propositions que soumettra M. Bush.

Au Congrès, deux des aspirants à une candidature présidentielle, le démocrate Barack Obama et le républicain John McCain, figurent parmi les plus grands partisans d'un système de marché des droits d'émissions.

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

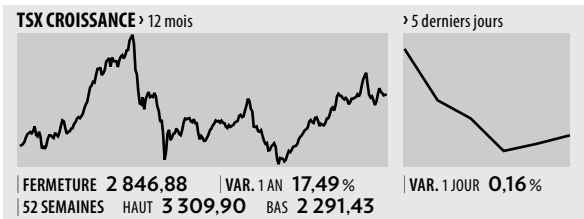
		FERMETURE	CHANGEMENT		VOLUME	VAR. CETTE	VAL. BOUR.	52 SEMAINES		DIV.	
		IQ 30	(\$)	NET	%	(100)	ANNÉE (%)	(M \$)	HAUT	BAS	ANN.
Abitibi-Consolidated (A)	✓	3,13	-0,01	-0,32		12 907	4,68	1 378	5,13	2,53	0,00
▼ ACE Aviation (ACE.A)	✓	33,34	-0,51	-1,51		4 679	9,89	3 398	34,00	20,75	0,00
▲ Addenda Capital (ADV)		26,50	0,41	1,57		255	13,20	312	30,75	22,25	1,28
▼ Aeterna (AEZ)		4,80	-0,16	-3,23		685	1,70	255	6,00	2,98	0,00
▼ Air Canada (AC.B)		18,80	-0,37	-1,93		215	6,70	1 879	21,05	15,63	0,00
▼ Alcan (AL)	✓	56,21	-0,89	-1,56		10 120	-1,00	20 609	64,99	41,78	0,78
▼ Alimentation Couche-Tard (ATD.B)	✓	26,25	-0,75	-2,78		5 967	3,55	5 301	28,42	21,49	0,12
Astral Media (ACM.A)		45,22	-0,03	-0,07		1 040	13,25	2 392	45,80	32,08	0,40
▲ Axcan Pharma (AXP)		17,90	0,24	1,36		1 914	7,96	820	21,85	12,10	0,00
Banque de Montréal (BMO)	✓	70,01	0,31	0,45		17 707	1,46	35 100	72,10	58,58	2,60
Banque Laurentienne (LB)	✓	30,80	0,10	0,33		485	1,82	728	36,72	28,01	1,16
Banque Nationale (NA)	✓	62,83	-0,41	-0,65		8 795	-4,57	10 186	66,80	55,89	2,16
Banque Royale (RY)	✓	54,60	0,00	0,00		39 650	-1,62	69 857	55,96	43,52	1,60
BCE (BCE)	✓	29,15	-0,11	-0,38		16 088	-7,17	23 674	34,25	25,32	1,32
▼ Bombardier (BBD.B)		3,98	-0,08	-1,97		40 100	0,76	6 970	4,32	2,68	0,00
▼ CAE (CAE)	✓	11,49	-0,20	-1,71		4 199	6,88	2 887	12,08	8,09	0,04
▼ Cascades (CAS)	✓	14,90	-0,43	-2,81		2 662	12,62	1 484	15,80	9,66	0,16
▼ CN (CNR)	✓	51,84	-0,53	-1,01		12 151	3,54	26 640	55,95	44,43	0,65
Cogeco (CGO)		35,70	-0,30	-0,83		122	22,01	591	37,59	19,30	0,28
Corporation Financière Power (PWF)	✓	36,81	0,25	0,68		5 738	-2,34	25 944	38,72	30,20	1,07
▼ Domtar (DTC)	✓	9,53	-0,47	-4,70		13 334	-3,25	2 207	10,24	5,47	0,00
Emergis (EME)		5,12	-0,03	-0,58		1 498	-3,03	460	5,79	3,70	0,00
Garda (GW)		20,92	0,01	0,05		365	-4,21	640	27,50	14,38	0,00
▲ Groupe CGI (GIB.A)	✓	8,37	0,17	2,07		7 823	2,95	2 767	9,49	6,50	0,00
▲ Groupe Canam (CAM)		9,15	0,10	1,11		1 444	-1,19	448	11,66	7,44	0,16

▲▼ > Indique un titre qui a gagné ou perdu 1 % et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractères gras > Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 > Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la une de La Presse Affaires. / M\$ > Millions de dollars / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

		FERMETURE	CHANGEMENT		VOLUME	VAR. CETTE	VAL. BOUR.	52 SEMAINES		DIV.	
		IQ 30	(\$)	NET	%	(100)	ANNÉE (%)	(M \$)	HAUT	BAS	ANN.
▼ Groupe Pages Jaunes	(YLO.UN)		13,04	-0,24	-1,81	7 785	1,32	6 690	17,20	11,55	1,09
▲ Groupe SNC-Lavalin	(SNC)	✓	32,75	0,52	1,61	2 730	4,07	4 947	33,50	25,15	0,28
▲ Groupe TVA	(TVA.B)		15,61	0,59	3,93	6	4,77	422	17,50	13,96	0,20
Labopharm	(DDS)		6,87	-0,03	-0,44	1 127	0,73	390	10,95	5,40	0,00
Le Groupe Jean Coutu	(P/C.A)	✓	15,52	0,11	0,71	8 704	12,87	4 061	16,20	9,91	0,12
Les Industries Dorel	(DII.B)		35,00	0,08	0,23	930	10,97	1 150	35,03	22,64	0,00
Les Vêtements de sport Gildan	(G/L)	✓	60,62	-0,21	-0,35	1 761	11,25	3 646	63,73	42,26	0,00
L'Industrielle-Alliance	(IAG)	✓	35,26	0,26	0,74	536	-2,44	2 818	37,28	29,17	0,64
▲ Mega Brands	(MB)	✓	24,87	0,27	1,10	1 728	-4,90	803	29,75	20,25	0,00
Metro	(MRU.A)	✓	37,88	0,12	0,32	646	-0,16	4 351	38,25	28,47	0,42
Molson Coors	(TAP.B)	✓	92,65	1,27	1,39	106	4,09	7 934	92,92	69,66	1,23
▲ Neurochem	(NRM)	✓	21,39	0,52	2,49	1 554	-14,47	828	29,99	10,40	0,00
Nortel	(NT)		31,85	0,01	0,03	9 550	1,82	13 828	37,70	21,40	0,00
Novelis	(NVL)		34,25	-0,25	-0,73	789	5,09	2 536	35,36	20,12	0,04
Power Corporation	(POW)	✓	34,77	0,23	0,67	3 719	-1,47	15 697	36,49	28,25	0,79
▲ Quebecor	(QBR.B)	✓	40,37	0,71	1,79	749	12,55	2 621	41,49	23,76	0,20
Quebecor World	(IQW)	✓	13,91	-0,13	-0,93	1 576	3,04	1 831	14,89	10,67	0,00
▲ Reitmans	(RET.A)		21,70	0,25	1,17	453	-2,21	1 537	24,02	17,00	0,64
▼ Rona	(RON)	✓	21,60	-0,22	-1,01	3 777	2,86	2 483	24,73	19,45	0,00
Saputo	(SAP)	✓	38,23	0,33	0,87	482	3,44	3 961	38,59	32,05	0,80
Tembec	(TBC)		2,68	0,00	0,00	3 956	55,81	229	2,88	0,79	0,00
Transat AT	(TRZ.B)		32,51	0,00	0,00	1 915	2,27	1 092	34,40	19,02	0,28
Transcontinental	(TCL.A)	✓	21,01	-0,01	-0,05	510	0,86	1 808	22,90	17,51	0,26
▲ Uni-Select	(UNS)		29,70	0,40	1,37	113	2,48	585	35,00	28,08	0,40
Van Houtte	(VH)		23,70	-0,15	-0,63	307	36,05	506	24,72	16,00	0,32

TSX CROISSANCE

Les entreprises québécoises au TSX Croissance



	FERMETURE	CHANGEMENT		VAR. CETTE
	(\$)	NET	(%)	ANNÉE (%)
AAER (AAE)	0,43	-0,02	-4,44	34 200
Abcourt Mines-B (ABI)	0,69	-0,01	-1,43	36 000
Abitex Resources (ABE)	0,30	0,00	0,00	0
Advitech (AVI)	0,14	0,01	3,85	20 259
Affinor Resources (AFI)	0,22	-0,06	-20,00	57 547
Afri-Can Marine Minerals (AFA)	0,14	-0,01	-3,57	300 000
Aldeavision Solutions (AVS)	0,21	0,00	0,00	50
Alert B&C (ACB)	0,15	0,01	3,57	12 000
Antoro Resources (ORE)	0,13	0,00	0,00	0
Appalaches Resources (APP)	0,14	0,01	3,70	347 000
Augyva (AUV)	0,62	-0,01	-1,59	17 700
Azimut Exploration (AZM)	4,49	-0,15	-3,23	34 202
Bell Canada International (BI/H)	0,61	-0,04	-6,15	3 113
Big Red Diamond (DIA)	0,14	-0,02	-12,50	121 000
Biophage Pharma (BUG)	0,17	0,01	6,45	71 500
Bioxel Pharma (BIP)	0,31	-0,01	-3,13	84 300
Branchez-Vous (BZV)	0,38	0,00	0,00	186
Cadiscor Resources (CAO)	0,68	-0,04	-5,56	29 611
Canadian Royalties (CZZ)	2,59	0,04	1,57	191 419
Clemex Tech - A (CXG/A)	0,25	0,01	4,26	5 500
CD2 Solution (CST)	0,36	0,02	5,88	24 000
CPL Technologies (CCY)	0,15	0,00	0,00	0
D'Arianne Resources (DAR)	0,18	0,00	0,00	87 166
D-Box Technologies (DBO/A)	0,56	0,02	3,70	12 500
Deq Systems (DEQ)	0,73	-0,01	-1,35	48 500
Dia Bras Exploration (DIB)	1,00	0,00	0,00	214 000
Diagnos (ADK)	0,22	0,00	0,00	123 000
Dianor Resources (DOR)	0,69	-0,03	-4,17	209 152
Dias Exploration (DOS)	0,47	0,08	20,51	125 903
Ditem Explorations (DIT)	0,74	0,03	4,23	288 212
Dynasty Gaming (DNY)	2,75	-0,04	-5,06	486 815
Eco Silver Mining (ECU)	3,18	-0,08	-2,45	130 225
Ecultech Aerospace (XLT)	0,22	0,01	4,76	618 500
Exploration Orbite Vspa (ORT/A)	0,14	0,00	0,00	0
Fieldex Exploration (FLX)	0,41	0,09	28,13	352 500
Forest Gate Resources (FGT)	0,18	-0,01	-5,41	74 000
Fortsum Business Solutions (FRT)	0,68	0,01	1,49	1 000
Freewest Resources Canada (FWR)	0,17	0,00	0,00	34 000
Frv Media-CI A (FRV)	0,16	0,00	0,00	0
Gastem (GMR)	0,30	0,00	0,00	27 000
Gold Hawk Resources (CGK)	0,54	-0,02	-3,57	217 920
Golden Goose Resources (GGR)	0,50	0,07	15,12	74 400
Golden Tag Resources (GOG)	0,60	0,02	3,45	171 361
Golden Valley Mines (GZZ)	0,58	-0,05	-7,94	361 400
H2O Innovation 2000 (HEO)	1,25	0,01	0,81	65 532
Hlt Energies 2006 (HES)	0,20	0,00	0,00	0
Hinterland Metals (HMI)	0,15	0,01	7,14	264 200
Imaflex (IFX/A)	0,70	0,00	0,00	1 000
Isacsoft-A (ISF)	0,40	-0,04	-9,09	57 858
Junex (JNX)	0,96	0,02	2,13	14 800
Kangaroo Media (KTV)	2,96	-0,14	-4,52	35 350
Kolombo Technologies (KOL)	1,00	0,05	5,26	63 311
Lounor Exploration (LO)	0,19	0,01	2,78	24 100
Louvem Mines (LOV)	0,21	0,00	0,00	0
Lyrtech CI A (LYT)	0,12	0,00	0,00	57 000
Matamec Explorations (MAT)	0,17	0,00	0,00	4 000
Medicago (MDG)	0,98	0,00	0,00	0
Medical Intelligence Technol (MIZ)	0,82	0,02	2,55	26 000
Melkior Resources (MKR)	0,23	0,01	4,56	427 400
Metro Resources (MTO)	0,65	-0,03	-4,41	18 200
Metcor Resources (MKO)	0,11	0,00	0,00	0
Miranda Technologies (MT)	12,69	0,49	4,02	19 840
Mistral Pharma (MIP)	0,04	0,00	0,00	999 000
Mty Food Group (MTY)	6,50	-0,20	-2,99	30 200
Murgor Resources (MUG)	0,25	-0,01	-1,96	135 000
Names Exploration (NME)	0,36	-0,06	-14,29	52 800
Neptune Tech&Bioressources (NTB)	4,00	-0,10	-2,44	53 775
Nornabec Mining Res (NMB)	0,32	0,02	5,00	118 000
Noveko International (EKO)	1,01	-0,02	-1,94	15 760
Nstein Technologies (EIN)	0,96	0,06	6,67	113 300
Nti Newmerical (CFD)	0,10	0,02	25,00	1 000
Odesia Group (ODS)	0,40	0,00	0,00	0
Omnitech Consulting Group (GCO)	0,04	-0,01	-22,22	1 727 857
Orex Exploration (OX)	0,15	0,00	0,00	22 000
Orthosoft (OSH)	0,72	-0,01	-1,37	7 300
Osisko Exploration (OSK)	12,30	0,15	1,24	90 922
Palmarejo Silver And Gold (PIO)	9,00	0,00	0,00	12 267
Perlite Canada (PCI)	0,31	0,00	0,00	0
Pershimco Resources (PRO)	0,70	0,05	7,69	85 000
Petrolia (PEA)	0,44	-0,02	-4,35	63 000
Plexmar Resources (PLE)	0,64	-0,08	-11,11	4 098 187
Power Tech (PWB)	0,58	-0,01	-1,70	7 000
Pro-Or Mining Resources (POI)	0,70	0,08	12,90	38 500
Puma Exploration (PUM)	0,32	0,02	5,00	54 000
Radisson Mining Resources (RDS)	0,17	-0,02	-10,53	61 500
Raymor Industries (RAR)	1,28	-0,12	-8,57	248 820
Redex (RDY)	0,44	-0,01	-1,12	500
Ressources Majesco (MAJ)	0,13	0,00	0,00	403 700
Robex Ressources (RBX)	0,24	0,02	9,09	5 500
Rocmec Mining (RMI)	0,23	-0,01	-2,17	162 078
Rocrest (RTT)	1,91	0,06	3,24	3 607
Rolland Virtual Business Sys (VBS)	0,20	0,00	0,00	30 000
RPM Tech (RP)	0,95	0,00	0,00	0
Searchgold Resources (RSG)	0,15	-0,02	-9,38	819 000
Strateco Resources (RSC)	2,74	0,00	0,00	290 933
Syscan International (SYA)	0,25	-0,01	-3,85	50 101
Tom Exploration (TUM)	0,16	0,00	0,00	65 500
Typhoon Exploration (TOO)	0,29	-0,04	-10,77	953 142
Vantex Resources (VTX)	0,17	0,00	0,00	4 000
Vigil Locating Systems (VIG)	0,04	0,00	0,00	35 000
Vior Exploration (VIO)	0,24	-0,02	-7,69	726 475
Wanted Technologies (WAN)	0,36	0,01	2,86	30 000

Bénéfice en baisse en dépit de bonnes Fêtes



PHOTO ANDREW HARRER, BLOOMBERG

Le groupe de services financiers américain American Express a vu son bénéfice net légèrement reculer en 2006 même si la hausse des dépenses des porteurs de ses cartes de crédit pendant la période des Fêtes a fait progresser celui du quatrième trimestre. Le bénéfice net sur l'année a atteint 3,7 milliards US, en recul de 1 % alors que celui du quatrième trimestre a progressé de 24 %, à 922 millions US. Le bénéfice par action pour le trimestre a atteint 75 cents US (+27 %), inférieur de 1 cent aux prévisions moyennes des analystes financiers qui tablaient sur 76 cents US.

LPA CANADA

Une sélection d'entreprises canadiennes majeures inscrites à la Bourse de Toronto

	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	52 SEMAINES HAUT	VAR. BAS	DIV. ANN.
▲ ARC Energy (AET-U)	21,25	0,43	2,07	5 128	-4,71	31,20	19,05	2,40
Banque CIBC (CM)	100,70	-0,59	-0,58	6 818	2,44	101,88	73,25	2,80
▼ Banque Scotia (BNS)	50,67	-0,54	-1,05	16 058	-2,75	53,39	41,55	1,68
Banque TD (TD)	68,62	-0,40	-0,58	11 388	-1,58	70,21	55,62	1,92
Barrick Gold (ABX)	33,43	-0,08	-0,24	16 388	-6,75	39,69	29,25	0,21
▲ Brookfield Asset (BAM/A)	56,94	0,84	1,50	3 282	1,03	57,29	38,93	0,64
▼ Cameco (CCO)	44,27	-2,38	-5,10	46 281	-6,21	49,95	35,35	0,16
Canadian Natural Res. (CNQ)	55,72	-0,18	-0,32	23 636	-10,35	73,91	45,49	0,30
Canadian Oil Sands (COS-U)	29,22	0,14	0,48	12 535	-10,40	38,75	24,32	1,20
▼ Canadian Tire (CTC/A)	69,25	-0,76	-1,09	2 813	-2,30	75,22	61,25	0,66
Canadien Pacifique (CP)	63,06	-0,44	-0,69	6 400	2,70	65,29	50,20	0,75
Enbridge (ENB)	38,30	0,00	0,00	8 054	-4,89	41,48	31,75	1,23
EnCana (ECA)	54,66	0,02	0,04	29 146	1,86	62,52	44,96	0,39
▲ Enerplus Resources (ERF-U)	49,06	1,06	2,21	1 840	-3,20	66,00	43,86	5,04
Goldcorp (G)	29,80	-0,15	-0,50	35 142	-10,00	45,99	22,97	0,18
Great-West (GWO)	34,08	-0,10	-0,29	4 144	0,83	34,75	26,90	0,96
▲ Husky Energy (HSE)	74,95	0,92	1,24	7 048	-3,96	83,00	58,00	2,00
IGM Financial (IGM)	48,65	0,35	0,73	2 682	-0,92	54,10	42,21	1,59
▼ Imperial Oil (IMO)	38,90	-0,95	-2,38	9 645	-9,39	45,20	34,31	0,32
ING Canada (IIC)	51,71	-0,29	-0,56	1 591	-1,35	61,30	50,65	1,00
Loblaw (L)	51,22	0,02	0,04	5 003	4,98	58,69	44,92	0,84
Magna International (MG/A)	93,59	-0,81	-0,86	5 662	-0,30	96,00	76,69	1,46
Manuvie (MFC)	39,50	0,09	0,23	17 076	0,38	40,00	33,83	0,80
▲ Nexen (NXY)	69,34	2,55	3,82	32 443	8,01	71,22	50,82	0,20
▲ Penn West Energy (PWT-U)	33,65	0,40	1,20	8 014	-5,40	47,77	31,60	4,08
▲ Petro-Canada (PCA)	43,35	0,65	1,52	42 008	-9,22	59,40	40,25	0,52
▼ Potash Corp of Sask. (POT)	163,21	-4,75	-2,83	2 773	-2,27	173,98	86,79	0,60
▼ Research In Motion (RIM)	143,11	-2,66	-1,83	3 784	-3,95	171,00	67,95	0,00
Rogers Comm. (RCI/B)	37,30	0,20	0,54	21 627	7,49	39,39	20,85	0,08
Shaw Comm. (SJR/B)	43,75	0,18	0,41	8 895	18,53	44,35	26,54	1,00
Shell Canada (SHC)	44,91	-0,01	-0,02	12 397	3,22	47,19	28,90	0,44
▼ Shoppers Drug Mart (SC)	50,22	-0,65	-1,28	4 824	0,26	52,48	40,22	0,48
Sun Life (SLF)	49,75	-0,26	-0,52	7 968	0,87	51,75	41,79	1,20
Suncor Energy (SU)	86,57	0,06	0,07	15 727	-5,69	102,18	71,18	0,32
▲ Talisman Energy (TLM)	18,77	0,33	1,79	53 323	-5,20	24,84	16,12	0,15
▲ Teck Cominco (TCK/B)	82,00	1,13	1,40	10 090	-6,71	95,16	57,55	2,00
Telus (T)	53,82	-0,42	-0,77	5 083	0,56	65,60	42,62	1,50
Thomson Corp. (TOC)	48,04	0,03	0,06	3 826	-0,70	49,54	40,67	0,86
TransCanada (TRP)	39,38	0,03	0,08	12 916	-3,03	41,35	30,77	1,28
▼ Weston - George (WN)	77,02	-1,00	-1,28	1 463	1,88	89,25	69,05	1,44

Rogers vaut plus que BCE

BLOOMBERG

Rogers Communications, la compagnie canadienne de câblodistribution dont le titre a plus que triplé en trois ans, a surpassé BCE Inc. en capitalisation boursière pour la première fois.

Rogers, dont les services téléphoniques ont ravi des clients de BCE, a terminé la semaine dernière avec une valeur de 24 milliards de dollars. BCE, la plus importante compagnie de téléphonie au Canada, valait pour sa part 23,8 milliards.

Cette évolution fait ressortir les succès de Rogers qui a su capitali-

ser sur la demande de téléphones cellulaires, l'accès haute vitesse à Internet et les téléchargements de vidéos. De son côté, BCE en arrache parce que ses abonnés au service fixe le désertent. Rogers a fait savoir récemment que ses nouveaux abonnements à son service sans fil avaient fait un bond de 13 % au dernier trimestre grâce notamment aux ventes de dispositifs tels que le BlackBerry de Research In Motion.

«Le marché est disposé à payer pour la croissance et le positionnement de Rogers», observe Stephen Gauthier, associé de la firme montréalaise Gauthier & Cie., qui

gère des actifs d'environ 20 millions, y compris une participation dans Rogers. «Je suis content de voir que les investisseurs ont reconnu la valeur de cette compagnie», ajoute-t-il.

BCE, dont le titre a progressé de 11 % sur une période de trois années, s'est départi de divisions pour se concentrer sur les activités téléphoniques de Bell Canada. Le mois dernier, la compagnie a vendu sa division de satellites et haussé son dividende pour attirer les investisseurs.

Hier, l'action de Rogers a progressé de 20 cents, à 37,30\$, à la Bourse de Toronto. De son côté, le titre de BCE

a perdu 11 cents, à 29,15\$. Depuis le début de l'année, le titre de BCE a perdu plus de 7%.

Le 8 janvier dernier, Rogers annonçait que le nombre d'abonnés de son service de téléphone résidentiel avait plus que triplé, à 95 100, au quatrième trimestre. La compagnie citait alors des données préliminaires. L'an dernier, BCE a perdu 71 000 abonnés de son service résidentiel au troisième trimestre, selon les plus récentes données divulguées par la compagnie.

Rogers dévoilera ses résultats financiers complets le 15 février prochain alors que BCE aura fait de même le 7 février.

NASDAQ-LSE La bataille atteindra son paroxysme cette semaine

AGENCE FRANCE-PRESSE

LONDRES — La bataille engagée depuis 10 mois entre le NASDAQ américain et le London Stock Exchange atteindra son paroxysme samedi, car si la Bourse de Londres n'a pas recommandé à cette date l'OPA hostile de son premier actionnaire, celui-ci ne pourra plus l'augmenter.

Or, cette offre d'achat de 12,43 livres, qui valorise le LSE à 2,9 milliards de livres (6,7 milliards de dollars CAN) dette comprise, est bien inférieure au cours actuel de l'action : 13,16 livres hier à la fermeture des marchés à Londres. Le actionnaires trancheront le 10 février.

Parmi les scénarios possibles, soit le NASDAQ, déjà actionnaire à 28,75 %, parvient sans recommandation à obtenir les quelque 21 % d'actions qui lui manque et l'emporte. Soit le LSE accepte de fusionner avec le NASDAQ, mais à un meilleur prix. Soit le NASDAQ ne parvient pas à convaincre ces 21 % d'actionnaires mais conserve sa participation et éloigne ainsi tout autre candidat au rachat. Soit, enfin, le NASDAQ échoue et vend sa part, entraînant probablement une forte baisse du cours de l'action.

New York surpassée par Londres ou Hong Kong?



PHOTO REBECCA MCALPIN, BLOOMBERG

Sauf réforme majeure, New York perdra sa place de première place financière mondiale dans les 10 ans, ainsi que plusieurs dizaines de milliers d'emplois, en raison de règles exigeantes qui font fuir les entreprises vers Londres ou Hong Kong, selon un rapport paru hier. Ce rapport, commandé par le maire de New York Michael Bloomberg et le sénateur de New York Chuck Schumer, indique que si la tendance actuelle se poursuit, d'ici 2011 les États-Unis seront privés de 15 à 30 milliards US par année de revenus provenant des services financiers. New York risque de perdre de 4 à 7 % du marché des échanges d'actions dans les cinq ans, l'équivalent de 30 000 à 60 000 emplois dans ce secteur, des emplois qui eux-mêmes génèrent en moyenne deux emplois indirects, selon le rapport. Avec le soutien du gouverneur de New York Eliot Spitzer, MM. Bloomberg et Schumer ont recommandé plusieurs réformes concernant les marchés financiers et les salariés du secteur, afin de restaurer la compétitivité de Wall Street.

Le FBI a mis le paquet pour protéger Coke

AGENCE FRANCE-PRESSE

ATLANTA — Un agent secret du FBI, de l'argent liquide glissé dans un paquet de gâteaux: le procès de l'employée de Coca-Cola accusée d'avoir tenté de vendre des secrets de fabrications à Pepsico s'est ouvert hier à Atlanta (Géorgie), sur un récit rocambolesque du parquet.

Un procureur a décrit, à l'ouverture des débats qui doivent durer 15 jours, comment un agent du FBI, se faisant passer pour un intermédiaire de Pepsi, a remis 30 000\$US en liquide à deux complices de l'accusée, dans une boîte de biscuits vendue au profit des jeunes filles scouts.

Une ancienne responsable de Coca-Cola, Joya Williams, et deux complices présumés, Ibrahim Dimson et Edmund Duhaney, ont été arrêtés à la fin de juin, soupçonnés d'avoir dérobé et ensuite tenté de vendre des documents contenant des informations secrètes de fabrication et commerciales de Coca-Cola à son principal concurrent, PepsiCo.

Ils sont passibles d'un maximum de 10 ans de prison et d'une amende pouvant s'élever jusqu'à 250 000\$US s'ils sont reconnus coupables.

«Dans cette affaire, il est question de convoitise et de faible jugement», a expliqué Randy Chartash, assistant du procureur du tribunal du 4^e district, devant 14 jurés. Le procès doit durer deux semaines.

MM. Dimson et Duhaney ont plaidé coupable et reconnu avoir comploté avec Joya Williams, pour voler ces documents et pour tenter de les vendre. Joya Williams a plaidé non coupable.

Les trois personnes ont été arrêtées après que Pepsico eut informé son rival d'une lettre signée «Dirk» qui proposait, en mai 2006, «des informations confidentielles et très détaillées».

Des enregistrements téléphoniques et une enquête ont conclu que M^{me} Williams était la source présumée de l'information. La lettre adressée à Pepsi et récupérée par le FBI réclamait 10000\$US en échange d'informations confiden-

tielles: «Je peux vous fournir des produits et le packaging de certains produits que personne n'a encore vu à l'exception de cinq hauts responsables» de Coca-Cola, était-il écrit dans cette missive.

Un agent du FBI se faisant passer pour une personne intéressée par l'information a alors rencontré Dimson et lui a donné 30 000\$US et promis 45 000 autres en échange de documents classés «hautement confidentiel» et d'un échantillon d'un produit liquide.

Le 27 juin, l'agent du FBI a alors proposé 1,5 million US pour récupérer la totalité des documents, le même jour Duhaney et Dimson ont ouvert un compte bancaire et se sont faits arrêter quelques heures plus tard.

Janice Singer, avocate de Joya Williams, a expliqué que sa cliente avait été trompée par les deux autres individus, des repris de justice.

Si sa cliente a emporté chez elle des documents appartenant à Coca-Cola, c'était simplement pour en faire des copies dans le but de

prouver qu'elle faisait bien son travail, a-t-elle dit. Car son employeur l'accusait à l'époque de faible productivité, a-t-elle expliqué.

M. Dimson, qui habitait dans le même appartement que Joya Williams, en aurait alors profité pour lui dérober ses documents.

Mais Randy Chartash a indiqué pour l'accusation que l'autre complice présumé, Edmund Duhaney, allait témoigner que Joya Williams lui a explicitement demandé de vendre les documents.

LES MÉTAUX			
		HIER (DOLLARS US)	PRÉCÉDENT (DOLLARS US)
ALUMINIUM	Comptant	2 791,00	2 793,00
	3 mois	2 704,00	2 705,00
	15 mois	2 500,00	2 505,00
CUIVRE (A)	Comptant	5 440,00	5 450,00
	3 mois	5 510,00	5 520,00
	15 mois	5 215,00	5 225,00
PLOMB	Comptant	1 600,00	1 601,00
	3 mois	1 575,00	1 580,00
	15 mois	1 350,00	1 355,00
NICKEL	Comptant	37 200,00	37 300,00
	3 mois	35 450,00	35 455,00
	15 mois	27 130,00	27 230,00
ÉTAIN	Comptant	11 570,00	11 580,00
	3 mois	11 455,00	11 460,00
	15 mois	10 835,00	10 885,00
ZINC	Comptant	3 610,00	3 611,00
	3 mois	3 600,00	3 605,00
	15 mois	3 178,00	3 183,00
Dollars US par tonne métrique Source : London Metal Exchange			

REVUE BOURSIÈRE Le huard malmené

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Une baisse subite du prix du baril de pétrole brut a nui au dollar canadien sur les marchés boursiers hier.

Le prix du baril, dont la livraison est prévue pour février, s'est envolé de plus d'un dollar au début de la journée, mais la tendance s'est ensuite renversée. Il a terminé la journée à 51,13 \$, en baisse de 0,86 \$.

Ce retournement de la tendance n'a pas aidé le dollar canadien qui a subi les foudres du marché. Il a perdu 0,77 cent à 84,55 cents US, son niveau le plus bas depuis 14 mois. La livre sterling britannique a gagné 2,33 cents à 2,3370 \$ tandis que l'euro progressait de 1,18 cent à 1,5316 \$.

Selon un observateur du marché canadien, George Davis, analyste en chef chez RBC Valeurs mobilières, la baisse du prix du pétrole inquiète nombre d'investisseurs qui ont préféré vendre leurs devises canadiennes.

À la Bourse de Toronto, l'indice S&P/TSX a reculé de 13,22 points à cause particulièrement du secteur minier.

Le secteur de l'énergie n'a pas subi de contrecoup de la tendance à la baisse du prix du pétrole puisqu'il a progressé de 0,6 %.

Le prix du baril de pétrole brut dont la livraison est prévue en mars a aussi baissé, perdant 82 cents à 52,28 \$ malgré la température froide qui s'est abattue sur le Nord-Est américain. Toutefois, ce refroidissement des températures a semblé profiter au prix du gaz naturel qui s'est gonflé de 43,4 cents à 7,319 \$, un sommet depuis plus de cinq semaines.

À New York, les indices ont reculé en raison de la réduction par Wachovia de la cote de la société Boeing et des inquiétudes soulevées par le secteur des technologies. Le Dow Jones des 30 valeurs industrielles a dégringolé de 88,37 points à 12 477,16 tandis que le Nasdaq et le S&P subissaient respectivement des pertes de 20,24 points à 2431,07 et de 7,55 points à 1422,95.

LES OBLIGATIONS				
	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA				
Canada	7,25	01-06-2007	101,06	4,15 -0,01
Canada	6,00	01-06-2008	102,45	4,10 0,00
Canada	5,50	01-06-2009	103,25	4,03 +0,01
Canada	9,50	01-06-2010	116,99	4,02 -0,01
Canada	9,00	01-03-2011	118,58	4,03 0,00
Canada	6,00	01-06-2011	107,74	4,03 0,00
Canada	10,25	15-03-2014	137,71	4,09 +0,02
Canada	9,75	01-06-2021	159,57	4,18 +0,08
Canada	8,00	01-06-2023	144,51	4,20 +0,09
Canada	8,00	01-06-2027	151,29	4,21 +0,09
Canada	5,75	01-06-2029	122,21	4,20 +0,10

LES PROVINCES				
B C Mun Fin	5,50	24-03-2008	101,44	4,20 0,00
Hydro Québec	11,00	15-08-2020	163,91	4,60 +0,08
Manitoba	7,75	22-12-2025	139,89	4,57 +0,05
New Brunswick	5,70	02-06-2008	101,98	4,17 0,00
New Brunswick	6,00	27-12-2017	113,24	4,45 +0,01
Newfoundland	6,15	17-04-2028	120,33	4,63 +0,05
Nova Scotia	6,60	01-06-2027	126,41	4,58 +0,05
Ontario	6,13	12-09-2007	101,16	4,21 0,00
Ontario	6,25	25-08-2028	122,28	4,60 +0,05
Ontario Hydro	7,45	31-03-2013	111,95	5,16 +0,06
Ontario Hydro	8,50	26-05-2025	148,19	4,58 +0,05
Ontario Hydro	8,25	22-06-2026	146,52	4,60 +0,05
P E I	6,00	03-10-2007	101,15	4,26 0,00
P E I	8,50	27-12-2015	129,33	4,42 0,00
Québec	6,50	01-10-2007	101,51	4,21 0,00
Québec	6,00	01-10-2029	117,98	4,70 +0,05

LES CORPORATIONS				
Bank OFF N S	5,65	22-07-2008	101,98	4,26 0,00
Bell Canada	7,00	24-09-2027	115,28	5,72 +0,07
Bombardier	7,35	22-12-2026	97,50	7,59 0,00
Cdn Occ Pet	6,30	02-06-2008	102,51	4,35 0,00
Cons Gas	6,10	19-05-2028	112,51	5,12 +0,07
Gtaa	5,95	03-12-2007	101,34	4,31 0,00
Gtaa	6,45	03-12-2027	114,74	5,27 +0,08
Investors Gr	6,65	13-12-2027	116,01	5,36 +0,08
Nav Canada	7,40	01-06-2027	131,82	4,90 +0,08
Royal Bank Of	6,75	04-06-2007	100,87	4,21 0,00
Sears Canada	6,55	05-11-2007	100,78	5,48 0,00
Suncor Inc	6,10	07-08-2007	100,93	4,31 0,00
Thomson Corp	6,50	09-07-2007	100,99	4,30 0,00
Wstcoast Ene	5,70	16-04-2008	101,58	4,35 +0,01
Wstcoast Ene	6,75	15-12-2027	116,95	5,38 +0,07

**LES MOMENTS PARFAITS SONT FUGITIFS.
LA TRACTION INTÉGRALE AIDE À ÉVITER QU'ILS S'ÉCHAPPENT.**

V6 de 2,5 litres et 204 ch • Système audio Lexus haut de gamme avec 13 haut-parleurs et changeur CD automatique à 6 disques • Système à clé intelligente SmartAccess avec dispositif de démarrage à bouton-poussoir • Prise audio auxiliaire • Volant gainé de cuir • Système d'éclairage d'accueil

IS 250 2007 AWD

558 \$/mois*
location de 48 mois

A LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION.

« Kaizen » est la philosophie de l'amélioration permanente. Laissez-nous vous montrer comment.

3303 Côte-de-Liesse
Saint-Laurent
514.747.7777
www.gabriel.lexus.ca

5770, Boul. Taschereau
Brossard
450.923.7777
www.prestige.lexus.ca

Lexus Gabriel - gagnant du Prix de l'Excellence Lexus 2005

*Modèle Lexus neuf IS 250 2007 à traction intégrale Six X à un PDFS de 42 000 \$. Frais de transport et de préparation (1 775 \$), taxes applicables, immatriculation, enregistrement, taxe sur les pneus neufs et assurances en sus. * Terme de location offert par l'entremise de Lexus Services Financiers sur approbation du crédit. Offre de durée limitée valide à la location d'un modèle neuf IS 250 2007 à traction intégrale Six X. Location basée sur un terme de 48 mois, au taux annuel de 4,9 %. Paiement mensuel de 558 \$ avec acompte de 1 999 \$, frais de transport et de préparation de 1 775 \$, dépôt de sécurité de 500 \$ et premier paiement mensuel exigibles au début du bail. Taxes applicables, immatriculation, enregistrement, taxe sur les pneus neufs et assurances en sus. Kilométrage limité à 96 000. Des frais de 0,15 \$ pour chaque kilomètre supplémentaire s'appliquent. Les concessionnaires Lexus sont libres d'établir les prix de détail et de location à leur discrétion. Voyez Gabriel Lexus ou Prestige Lexus pour tous les détails.

SI VOUS PENSEZ RESTER ASSIS À ATTENDRE L'EMPLOI DE RÊVE V'LA VOTRE CHANCE



Tout vient toujours à point... surtout les offres d'emploi. C'est pourquoi vous aimerez beaucoup notre fonction « alerte emplois ». Vous recevrez un courriel dès qu'un emploi qui vous intéresse sera affiché sur notre site. Parmi plus de 5 000 emplois offerts au Québec, l'un d'eux saura certainement vous trouver.

Créez votre profil « alerte emplois » dès aujourd'hui
et prenez une longueur d'avance à vous bâtir la carrière et la vie que vous voulez.

**workopolis.com**

LE PLUS GROS SITE D'EMPLOIS AU QUÉBEC

VOTRE VIE VOUS ATTEND